

PROJET DE BASE COMMUNE

**Texte adopté par le Conseil national du PCF
6 mars 2016**

Le temps du commun

2017 : une autre voie pour l'avenir de la France

**Des transformations utiles et concrètes pour un
Parti communiste de nouvelle génération**



Le temps du commun

En ce début de XXI^e siècle, l'idée-force, c'est bien que le mouvement d'émancipation est le mouvement de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Les conditions d'une alternative existent désormais. Celle-ci est plus nécessaire que jamais : le patrimoine cumulé des 1 % les plus riches du monde dépasse celui des autres 99 % de la population. Ce sont elles et eux pourtant, qui, pour l'essentiel, construisent la richesse de la petite minorité privilégiée.

S'il en était besoin, les tragiques attentats de Paris et de Saint-Denis mettent à nouveau en lumière l'urgence de penser l'avenir et de construire un nouveau récit émancipateur, humaniste, social, écologique et démocratique à l'échelle de la planète.

Penser l'avenir, c'est redonner espoir dans une nouvelle ère d'émancipation humaine, de progrès social et environnemental, condition pour dépasser le duo mortifère du néolibéralisme et du néofascisme qui nous conduit tout droit aux abîmes de la barbarie.

Notre humanité est en jeu

Le monde, l'Europe, la France sont plongés dans une crise durable et multiforme. Elle est financière, économique, écologique, politique, culturelle et démocratique, et fait croître le chaos mondial : montée des autoritarismes, du racisme, de la xénophobie, mise en concurrence de toutes et tous contre toutes et tous, exacerbation de la violence et des guerres. Le risque est grand de voir l'intégrisme des marchés financiers préparer une nouvelle crise plus dure et brutale que la précédente de 2007-2008.

Le néolibéralisme est en crise profonde parce qu'il a de plus en plus de mal à faire accepter aux peuples les régressions et les inégalités sociales, culturelles et de genre, les reculs de la démocratie et la mise en cause des écosystèmes qu'il leur fait subir. Les guerres qu'il génère pour maintenir sa domination provoquent des mouvements dramatiques de réfugié-e-s fuyant les atrocités et que les dirigeants européens, toute honte bue, laissent mourir à nos frontières.

Produit monstrueux du capitalisme et roue de secours indispensable au maintien de sa domination globale, les populismes et les néofascismes fleurissent dans le monde, singulièrement chez nous en Europe et en France, et le djihadisme en est une caricature sinistre. Ils prônent une alternative autoritaire et liberticide, nationaliste et raciste, violente et obscurantiste.

La crise actuelle n'est pas seulement une nouvelle crise cyclique du capitalisme mondialisé mais elle est une véritable crise du sens même du devenir de la France et de l'Europe. Le monde a changé : l'Occident n'est plus au centre, dominant le reste de la planète comme cela a été le cas depuis deux siècles. Les sociétés et les êtres humains ont eux aussi profondément changé : au sein d'un capitalisme financiarisé, productiviste et déshumanisant, émergent des aspirations et des expériences individuelles et collectives à mieux vivre et à vivre différemment dans des rapports sociaux plus solidaires, plus libres, plus égalitaires et plus harmonieux avec la nature. Le désir est fort de partager et de s'approprier les savoirs et les cultures. De même est forte la volonté des

citoyen-ne-s d'être associé-e-s aux décisions qui engagent leur avenir et celui de leur pays, du local au global.

C'est au regard de ces aspirations et de ces expériences nouvelles que se pose l'ardente obligation de proposer une nouvelle perspective.

Penser l'avenir, c'est penser le monde et l'Europe : la France y tient une place particulière

En France, le capitalisme s'abat sans pitié aucune sur notre industrie, nos services et sur le monde du travail, de la création et de la jeunesse. La moitié des travailleurs gagnent moins de 1 700 euros par mois. Les chômeurs sont plus de 5 millions. Et 8 millions de nos concitoyens vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Mais notre peuple s'appuie aussi sur la richesse des solidarités nationales qu'il a su construire. Il sait ce qu'il doit à la socialisation des richesses incarnée notamment par la Sécurité sociale.

Nombreux sont celles et ceux, qui ne supportent pas de voir s'étaler dans leur propre pays la misère humaine et le visage d'un monde devenu fou dominé par l'argent et le pouvoir des banques au service des marchés financiers.

La société civile, le monde associatif et syndical comme celui de la création portent de nouvelles idées qui bousculent l'ordre établi. C'est sur eux que doit s'appuyer le mouvement émancipateur qui cherche à naître. Ils sont des millions à pouvoir investir la réflexion, les actions multiformes, les expérimentations pour contribuer à l'émergence de ce projet au plan politique, social, culturel.

La République dispose en effet, avec l'égalité, la liberté, la fraternité, mais aussi la solidarité et la laïcité, de concepts puissants pour affronter les défis du partage qu'appelle le XXI^e siècle. Ces valeurs recèlent un potentiel considérable. C'est pourquoi les tenants de l'ordre établi ont engagé une offensive sans précédent pour les vider de leur sens. Ils sont à réinventer à l'aune des défis d'aujourd'hui dans le combat à mener entre émancipation et aliénation.

Une France qui se tourne vers le monde pour continuer à le transformer, une France qui s'appuie résolument sur ses principes peut engager le mouvement vers une autre mondialisation, et une autre Europe, et retrouver une grande place dans une Union européenne des peuples libres, souverains et associés.

Le capitalisme conduit le monde dans l'impasse : son dépassement est une nécessité

Ce système n'a aucune solution pour nous en sortir. Au contraire, il nous y enfonce chaque jour davantage. C'est la fuite en avant permanente avec l'accumulation insensée de capitaux et la recherche obsessionnelle du profit contre les êtres humains et contre la planète. Pour répondre aux défis de l'avenir, il faut donc en changer.

Ainsi la révolution numérique au fort potentiel émancipateur, aujourd'hui entravée par la domination de la finance, appelle à un combat de résistance et d'alternative pour en faire le bien commun partagé de toute l'humanité.

Dans ce capitalisme dominé par la finance, tout est utilisé pour renforcer l'exploitation, le chômage de masse, la précarité généralisée, la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale.

Au nom de la rentabilité et du profit, le capitalisme produit au cœur même de chacun de ces enjeux une société de plus en plus inégalitaire, un monde de guerre et de chaos. Alors que la satisfaction des besoins pourrait ne plus être un problème, la spéculation crée la famine et la surexploitation des ressources naturelles. La recherche effrénée du profit pousse au consumérisme autant qu'elle crée de la pénurie.

Au cœur du désastre surgissent des potentialités nouvelles

La révolution numérique et les avancées scientifiques et technologiques permettent des expériences concrètes visant à sortir de ces états mortifères. Elles peuvent servir un projet qui place l'humain et la planète au centre des choix politiques. Avec les nouveaux moyens de production, les questions de la réduction du temps de travail ainsi que celle du développement des capacités intellectuelles de chacune et chacun se posent avec évidence. Oui, notre société peut permettre à chacune et chacun de s'épanouir au travail et d'en vivre, comme de vivre pleinement sa vie.

Pour permettre l'épanouissement de ces potentialités, satisfaire les besoins humains et assurer la survie de notre planète et dépasser le capitalisme, les issues se trouveront dans la construction d'un monde de partage et d'égalité qui place l'être humain et son environnement au cœur des préoccupations, un monde capable de lier l'émancipation individuelle et collective.

Elles et ils sont des millions à ne pas se résigner

Il y a dans le capitalisme d'aujourd'hui les fondements refoulés et contradictoires d'un autre modèle de société. À nous de les faire grandir pour une société des communs.

Encore faut-il renverser la dictature du profit : conquérir, pas à pas, le pouvoir sur l'argent et sur la culture, sur nos vies et sur l'avenir du monde.

Impossible, nous dit-on. Mais la dictature du profit est directement la conséquence de choix politiques. Ces choix, l'action des peuples peut en inverser le cours s'ils prennent conscience de leur intérêt commun et de leur force collective.

Une des forces principales de la domination du capitalisme est la division à l'infini de ses victimes. En permanence il oppose celles et ceux qui devraient être uni-e-s car souffrant de maux communs: le sans-papier au chômeur, le demandeur d'emploi au travailleur, le précaire au CDI, le salarié du privé au fonctionnaire. Cette division sans fin, c'est aussi la politique du bouc émissaire et son cortège intolérable de haine et de racisme.

Les forces réactionnaires ont aussi fait des femmes, de leur rôle assigné et de leur image un enjeu essentiel. Ils ont bien compris que la question de leur libération est centrale et que les droits des femmes sont moteurs de tout progrès humain. Ils ont bien compris que, parmi les forces en mouvement pour changer la société, les femmes sont au premier rang.

Dans le même temps, elles et ils sont des millions à tenir bon et à se faire les acteurs de l'égalité, de la solidarité, de la reconnaissance du travail, des services publics, du partage... Le million de signatures récoltées en quelques jours contre l'attaque massive du gouvernement contre le Code du travail en apporte une nouvelle preuve. Bien au-delà des résultats électoraux, elles et ils sont très nombreux à refuser de s'incliner devant les régressions libérales.

Ces millions de personnes qui s'engagent dans des formes diverses et qui agissent voient souvent leurs dynamiques éparses et diffuses, trop éclatées et souvent confinées aux espaces qu'elles tentent d'occuper; que ce soit sur le terrain économique, social et culturel ou encore urbain, écologique, relevant d'exigences féministes, antiracistes, ou sociales.

Elles et ils font face à une bataille idéologique d'une rare violence contre toute tentative de relever la tête, et ont du mal à additionner leur force autour d'une perspective commune. Rien ne leur est épargné : une bataille politique, des idées et un discours dominant ouvertement régressif.

Un des chantiers prioritaires pour renouer avec l'espoir est bien de consolider et d'élargir le mouvement populaire et citoyen, de reconstruire une hégémonie culturelle progressiste et la remise en mouvement du peuple.

Un projet pour toutes et tous

Un projet à construire avec tous ces salarié-e-s et privé-e-s d'emploi, depuis 60 % des salariés qui touchent moins de 2 000 euros par mois jusqu'aux cadres surexploités, à toutes celles et ceux qui sont traité-e-s comme des variables d'ajustement dans les logiques de compétitivité alors qu'ils sont la seule source de richesse.

Un projet à construire avec ces ouvriers qui bâtissent notre pays, ces employés qui le font respirer, ces ingénieurs qui travaillent aujourd'hui à répondre aux défis de demain, ces enseignants qui donnent son élan initial à l'enfance et la jeunesse de notre pays, ces chômeurs qui ont tant à apporter et que le capitalisme étouffe, ces artistes qui donnent sens et couleurs.

Mais il veut aussi se construire avec tous ces indépendants, artisans, auto-entrepreneurs, enchaînés eux aussi dans des logiques capitalistes qui les dépassent et les entravent. Femmes et hommes de toutes peaux et de toutes fois, de toutes opinions, de tous cœurs et de tous territoires, de tous âges et de toutes nationalités, c'est avec elles et eux que nous voulons édifier une France libre, forte et prospère, terre de justice et d'égalité, de progrès et de solidarité.

Un appel au dialogue et à l'action

Ce projet est un moyen de relancer le dialogue avec toutes celles et tous ceux qui désespèrent de la politique et s'excluent parfois sciemment du champ électoral, du débat politique. Cela ne signifie pas d'ailleurs leur désengagement en terme de citoyenneté. Parfois même, bien au

contraire, combien de jeunes intellectuel-le-s, innovatrices/innovateurs, créatrices/créateurs, militant-e-s de la solidarité ont tiré un trait sur la politique, alors même que leur projet tente de réinventer un autre monde et des solidarités nouvelles.

Là aussi, dialogue et action jusqu'à mettre en cause les pouvoirs dominants et en conquérir de nouveaux, en ayant conscience de l'ampleur des débats nécessaires pour construire des fronts d'idées et d'action convergents.

Ce projet veut parler à la jeunesse, révoltée et désabusée, isolée et avide de solidarité, qui a tant de mal à se repérer et pourtant toujours sensible à des formes d'engagements où prime la solidarité.

C'est dans ce monde complexe, dans cette société pleine de contradictions que se nouent les chemins du changement.

La France des 99 % existe bel et bien : elle doit maintenant réécrire son histoire en retrouvant goût de l'action, des luttes sociales et du rassemblement.

Pour un monde du commun

L'idée que notre monde est commun à chacune et chacun fait son chemin. La propriété capitaliste entre en contradiction avec la socialisation des usages et l'émergence d'une économie vraiment collaborative.

Des solidarités nouvelles remettent en cause la propriété capitaliste. Un monde de mise en commun des besoins fondamentaux frappe à la porte.

Cette mise en commun pose la question du pouvoir, celui des travailleuses et des travailleurs sur la production, celui des femmes et des hommes sur la politique. Elle se heurte à chaque fois au pouvoir de l'argent pour l'argent, aux « eaux glacées du calcul égoïste », et aux eaux glauques de la haine et du racisme.

Ce monde du commun appelle à réinventer les règles qui régissent notre vie pour plus de partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs.

Lucide, décidée et rassemblée, cette France peut reprendre l'offensive sur le terrain de la bataille des idées. Elle a la capacité de penser l'avenir en redonnant espoir en un nouveau processus de transformation révolutionnaire émancipatrice, sociale et écologique. Elle a la force d'affronter les défis actuels en combinant efficacement luttes de classes et luttes contre toutes les dominations.

Il est grand temps de reprendre l'offensive des idées, et l'offensive culturelle face à la crise totale et permanente conjuguée à l'absence de perspectives émancipatrices qui bouscule les repères qui entretient le clair-obscur et ses monstres qui cherchent à semer la peur et le désarroi. Le repli identitaire, l'exaltation des idées réactionnaires resurgissent partout en Europe. L'extrême droite progresse et avance ses idées mortifères, inégalitaires et racistes.

Il est donc plus qu'urgent de donner de la force à l'ambition d'un monde de partage et d'égalité, qui place l'être humain et son environnement au cœur des préoccupations, et en

capacité de lier émancipation individuelle et collective en se donnant la force de maîtriser les moyens fabuleux qu'il a créés.

Pour y répondre et contribuer à penser cet avenir, il est indispensable :

- de réaffirmer le droit imprescriptible des individus à la liberté, de viser l'égalité réelle en luttant contre toutes les dominations et les discriminations ;
- d'inventer un mode de développement social, solidaire et soutenable. Dans un monde fini, nous devons économiser les ressources, limiter les nuisances sur l'environnement et pourvoir aux besoins (alimentation, logement, santé, éducation, énergie, culture...) d'une population mondiale toujours croissante. Le bonheur des êtres humains et la préservation de la planète seront les seules finalités de ce mode de développement ;
- de promouvoir le travail, les savoirs, l'éducation et la culture, leur partage et leur appropriation, comme des enjeux majeurs et transversaux, des vecteurs d'intelligence commune et de civilisation, une condition du vivre ensemble ;
- de se doter d'une protection sociale du XXI^e siècle, garantissant l'accès aux soins pour toutes et tous remboursés à 100 %, dans le cadre de la Sécurité sociale, incluant prévention, santé au travail... ;
- d'élaborer une démocratie réelle en entamant la longue marche d'une révolution citoyenne pour une appropriation populaire de la politique, de l'économie, de l'argent et de la culture, pour conquérir des pouvoirs qui substituent l'horizontalité à la verticalité, l'égalité de tous à la domination de quelques-uns ;
- de construire l'Europe des peuples en redéfinissant ses fondements et en élaborant de nouvelles institutions démocratiques au service de projets partagés ;
- de fonder une mondialité de paix et de coopération entre des peuples égaux pour le développement de biens communs de l'humanité tout entière contre la globalisation actuelle de la finance, de la guerre et de la haine.

Ces grandes transformations visent l'émergence d'une société du commun qui émancipe l'humain et la planète des prédateurs qui l'étouffent.

Il définit des valeurs, des idées, identifie des pouvoirs, des responsabilités et fixe une ambition renouvelée faite de rassemblements et d'actions pour dépasser le capitalisme au XXI^e siècle et construire une société d'émancipation.

Ni recherche désespérée du « grand soir », ni gestion sociale-libérale au jour le jour du capitalisme en crise : dans notre pays, le désir de se libérer de ce système reste intact. C'est une autre offre que notre peuple attend des forces politiques qui prétendent incarner son destin et celui de la nation.

Il est donc urgent de dessiner les contours d'une société fondée sur la liberté, l'égalité et le partage : un nouveau mode de développement social et écologique, l'exigence féministe d'égalité, l'aspiration à l'autonomie de chacune et chacun, l'appropriation et l'échange des savoirs,

des idées et des cultures et la révolution citoyenne qui s'exprime dans une pleine et ample démocratie dépassant exploitation, aliénation, domination.

Voilà le mouvement que nous nommons communisme de nouvelle génération.

Le grand dessein de la France, de l'Europe et du monde est d'en finir avec toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation, de l'homme par l'homme, de l'homme sur la femme, de l'activité humaine sur la nature.

Dépasser le capitalisme en construisant dès maintenant une société du commun fondée sur l'émancipation humaine devient l'ambition neuve du XXI^e siècle.

Pour une société d'émancipation : Le monde, l'Europe et la France en commun

1- Objectif « zéro chômage » : pour une société du partage

Les dogmes libéraux pilotent la politique économique des gouvernements depuis des décennies. La baisse du « coût du travail » (salaires + cotisations sociales), la compétitivité avant tout antisociale, la baisse des dépenses publiques et sociales ou la réduction des déficits et dettes publics obsèdent nos dirigeants. Le capitalisme est de moins en moins de développement. Sa cohérence faite de financiarisation et de domination à tous les niveaux nourrit les catastrophes. Une nouvelle crise se rapproche. Il faut en sortir.

Changer le logiciel consiste à partir des besoins communs, des savoirs et de leur partage, et à y soumettre les moyens financiers gigantesques qui existent dans le monde

C'est inscrire comme objectif le droit au travail pour toutes et tous, mais aussi à la formation, à de nouvelles activités sociales libérées du salariat ou encore à des activités citoyennes rassemblées.

Autour de propositions comme la sécurité emploi-formation qui comprend la réduction massive du temps de travail et la transformation du travail lui-même, de grandes batailles sont à mener sur le coût du capital et le rôle des banques ou encore le développement de tous les services publics et de la Sécurité sociale.

Réorientation du système bancaire, droits nouveaux aux travailleuses et aux travailleurs et création d'un grand service public national de la formation continue pour anticiper les besoins et développer les nouveaux métiers liés aux défis de la révolution informationnelle, de la transition énergétique seront décisifs pour la promotion d'un nouveau contrat social incluant mutualisation, coopération et partage

La voie de l'efficacité pour atteindre l'objectif « zéro chômage » c'est donner priorité à l'éducation, à la mise en commun contre la privatisation, au développement humain durable contre le

productivisme capitaliste, à l'autonomie et la sécurisation des parcours de vie des jeunes contre l'exclusion et la précarisation, aux services publics contre la marchandisation démesurée.

1.1 Une place centrale au travail, à l'emploi, à l'éducation et la formation, à la recherche et à la culture

Les valeurs de la République jusque dans l'entreprise

Pour dépasser le travail contraint, méprisé et dévalorisé, celles et ceux qui, par leur travail, créent les richesses doivent pouvoir prendre en main leur avenir.

En mettant en commun leur intelligence collective, elles et ils doivent pouvoir être les actrices et les acteurs de la transformation sociale. L'organisation du travail ne peut plus être l'apanage des seuls experts des cabinets-conseil en gestion des ressources humaines. Ceux-ci organisent en effet la concurrence et la compétition entre salarié-e-s sous la domination des directions financières et des actionnaires. Sujet politique majeur, source de production de toutes les richesses, il ne doit plus être considéré comme une marchandise dont il faut réduire le coût et user jusqu'à la corde pour accroître la rente des actionnaires. En répondant au défi de la révolution numérique, le travail peut devenir un facteur d'émancipation en permettant à chacune et chacun d'accroître sa créativité et son pouvoir d'intervention sur le développement de son activité, pour la mettre au service de la collectivité dans le cadre de la construction d'un développement humain durable.

Le droit de toutes et tous à un travail utile et reconnu

À la précarisation des emplois et la casse du droit du travail, alimentant un chômage de masse et une division des travailleurs entre ceux qui peuvent espérer s'en sortir et ceux qui se sentent abandonnés, nous opposons le droit de toutes et tous, sans discrimination, à un emploi et un travail qui ait un sens : un travail utile et reconnu, permettant de concilier vie professionnelle et vie personnelle, et inscrit dans le cadre d'un parcours professionnel choisi et sécurisé à toutes ses étapes.

L'entreprise n'est pas la propriété des seuls apporteurs de capitaux qui auraient de ce fait tous les pouvoirs. De nouveaux droits d'intervention des travailleuses et des travailleurs dans l'entreprise, dans l'organisation du travail en son sein, comme dans les choix de gestion et de production doivent être inscrits dans la loi qui doit définir l'entreprise comme collectif de travail.

Un effort d'éducation, de formation, de recherche et de création sans précédent...

Dans une société où les savoirs et la création jouent un rôle de plus en plus important, l'éducation, la recherche et la culture sont au cœur de la lutte des classes.

Le capital a besoin de salarié-e-s plus formé-e-s, mais il veut empêcher le développement des pouvoirs nouveaux qui vont avec la maîtrise de savoirs complexes, avec le développement de la créativité. Au nom de la rentabilité, la créativité et la recherche sont bridées et la société est

divisée. Les systèmes d'enseignement et de recherche ont été profondément transformés : en cassant des services publics nationaux, en individualisant des parcours, en empêchant les qualifications communes et donc les revendications collectives, en fragmentant les savoirs et les cultures, en soumettant la recherche aux intérêts privés, et en déqualifiant le travail intellectuel rendu invisible...

Au contraire, faire une place nouvelle des savoirs et de la création un outil d'émancipation individuelle et collective devient une priorité pour le développement même de toute la société.

Un effort d'éducation, de formation, de recherche et de création sans précédent est une des conditions majeures pour sortir de la crise, pour donner aux salarié-e-s une véritable maîtrise de leur travail, pour permettre à toutes les citoyennes et tous les citoyens de construire ensemble les choix qui engagent le pays et le monde.

Refonder l'école, l'université, la formation continue mais aussi l'éducation populaire et les politiques culturelles au service de l'égalité et de l'émancipation est une réponse à la nécessaire élévation du niveau de connaissances et de qualification dans toute la société. Et l'appropriation par tous d'une culture commune de haut niveau, pour que chacun puisse maîtriser les choix individuels et collectifs

Cela implique d'investir dans les services publics nationaux, mais aussi de repenser les contenus, les pratiques et les temps de l'éducation et de la création, ainsi que la participation des différents acteurs de la formation.

Pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Les inégalités sont utilisées pour tirer les conditions de travail et les salaires vers le bas. Il est grand temps de revaloriser les métiers, et en particulier les métiers dits féminins. De plus, la double journée subie dans la vie quotidienne par des millions de femmes renforce l'exploitation capitaliste et la domination sexiste. Réduction du temps de travail à 32 heures, grilles salariales universelles ou polytechnicité des métiers ouvrent la voie.

Pour l'autonomie de la jeunesse

Les régressions dans les systèmes de formation ont des conséquences lourdes sur les représentations et les aspirations des jeunes. Elles impactent une génération entière, en moyenne plus qualifiée mais avec de moins en moins de droits. Tout cela conduit à un rapport de défiance et de distance avec les institutions et singulièrement dans le rapport à la politique et alimente les divisions d'autant plus que les forces réactionnaires ont fait des jeunes des cibles de leurs discours. L'absence de perspectives d'avenir sur des bases de progrès légitime cette distance et cet éclatement d'une génération qui n'a connu que la crise et ses dégâts sociaux. Mais le potentiel de contestation et de créativité des jeunes constitue une grande force. Au cœur des mobilisations sociales, environnementales, pour la paix en France ou ailleurs, elles et ils portent des expériences sociales innovantes souvent brimées et méprisées. Il faut donc voir grand et de façon neuve pour favoriser ces germes d'alternative au tout-marchand comme les logiques de partage avec les nouveaux outils numériques, et leur implication dans des luttes diversifiées. Mais

l'urgence du moment est de faire face à la violence terrible qui est faite aux jeunes, travailler à leur autonomie et à un statut protecteur pour construire une logique sécurisée de parcours de vie.

Pour une société humaine de la culture

Place à de grandes ambitions pour la formation, pour l'ouverture au monde et la création ; construire du commun, de la coopération, des droits culturels de toutes et tous à un haut niveau d'exigence artistique ; créer un service public de l'Internet, permettre le libre partage des savoirs, des œuvres et des idées ; promouvoir de formes nouvelles de production, de création et de diffusion de l'art dans la pluralité et la diversité des expressions.

Cela passe par les politiques culturelles, par les programmes scolaires et les pratiques éducatives, par l'éducation populaire et les associations. Construire une culture commune de haut niveau et donner à toutes et tous les moyens de se l'approprier passent par revoir les programmes, par relancer la formation initiale et continue des enseignants, par renforcer la place des cultures artistiques, sportives, techniques et professionnelle.

Socialisation de l'art, développement de l'esprit critique, travail de rapprochement entre art et éducation populaire, soutien aux créatrices et créateurs ainsi qu'aux militantes et militants de l'action culturelle et artistique : voilà de quoi donner du sens à l'immense potentiel émancipateur de la culture. Voilà qui est de nature à reconstruire un vivre-ensemble fondé sur un nouveau souffle de la démocratie, sur la reconnaissance et le partage des cultures diverses et leur mise en relation dans tous les territoires.

C'est vrai aussi du sport qui est un élément essentiel de tout projet d'émancipation humaine. L'action publique et le soutien aux initiatives citoyennes doivent permettre de libérer le sport de l'emprise marchande pour être un droit pour toutes et tous. L'éducation physique et sportive à l'école, la formation des cadres et des bénévoles, le soutien à la vie associative avec l'exigence désintéressée de partage et de démocratie sont la garantie de ce droit.

1.2 La révolution numérique : dans les mutations de notre époque, un vecteur d'émancipation humaine face à ceux qui en font un outil majeur du désastre pour l'emploi

La révolution numérique ouvre de nouveaux possibles à l'humanité en permettant la coopération et du libre partage mondial des savoirs. Elle se développe dans une tension entre émancipation et aliénation. Les stratégies mondiales des grands groupes du numérique visent à exploiter et à privatiser la créativité de ceux qui font par en bas cette révolution alors qu'ils aspirent à un monde de partage et de « biens communs ».

L'ubérisation, c'est-à-dire le capitalisme de prédation et de plateforme numérique, veut casser le salariat. Dans le même temps, les défis de maîtrise sont décuplés par le fait que l'automatisation et la robotisation feraient disparaître d'ici à 20 ans 47 % des emplois salariés et des métiers actuels. Au profit du capital ou pour une émancipation des travailleurs ?

Le big data brouille la frontière entre le travailleur et le consommateur qui devient aussi producteur de valeur sans que son travail soit rémunéré. Les réseaux permettent coopération de millions d'intelligences humaines et mise en concurrence sauvage.

Le numérique pousse à la fin des hiérarchies, à l'auto organisation et au libre choix de son travail au sein de l'entreprise ; mais sans lutte sociale et politique, il débouche sur une dictature de la notation, de la réputation, du contrôle de tous par tous qui conforte le pouvoir du capital.

En exacerbant la contradiction capital-travail, la révolution numérique, pose de fait les questions du dépassement du salariat par une société de libres producteurs associés, de la remise en cause de la propriété privée, du fonctionnement et de la structure des entreprises, des institutions et d'une démocratie renouvelée.

Le numérique est le champ de bataille d'une lutte de classe opposant capitalisme de plateforme et prolétaires du digital alliés aux partisans d'une économie de la contribution fondée sur les communs, le partage et les services publics. Partout dans le monde, usagers-contributeurs et travailleuses/travailleurs s'unissent pour créer des plateformes participatives, des coopératives de données opérant avec des logiciels libres par opposition aux plateformes capitalistes.

Cette lutte passe par les réseaux sociaux, les « class actions », la mise en cause de la réputation des plateformes, le développement de modèles alternatifs comme les « mutuelles de travail associé » qui offre un cadre de sécurité emploi-formation. Mais elle implique aussi un investissement politique de ces nouveaux espaces de socialisation que sont les tiers lieux : fablab, espaces de coworking, jardins et habitats partagés, « entreprises ouvertes »... C'est dans ces tiers lieux que s'imaginent et se créent d'autres formes de productions et d'échanges. Car de l'autre côté, dans les entreprises, les informations, comme celles incluses dans les brevets technologiques, sont monopolisées et servent à mettre en concurrence les peuples entre eux au service de l'accumulation du capital financier et matériel.

Au lieu d'un État incubateur de start-up, nous avons besoin d'un État partenaire, qui donne les moyens et crée les conditions pour l'autonomie sociale, économique et politique des plateformes coopératives et des tiers lieux afin de préserver le bien commun numérique et de l'élargir aux données personnelles.

Au moment où les forces politiques et sociales se réclamant de la transformation sociale sont en difficulté, et où nombre d'actrices et d'acteurs de la révolution numérique se réclament du partage, de la coopération et ont l'ambition de « prototyper » la société de demain en hackant celle d'aujourd'hui, il est nécessaire que ces deux mondes se rencontrent pour débattre, se confronter, lutter et construire ensemble.

1.3 Rien ne se fera sans faire reculer le coût du capital

Les intérêts bancaires, les dividendes des grands groupes industriels et financiers plombent tout : 309 milliards d'euros. Ce qu'ils appellent les « coûts du travail » : 145 milliards d'euros de cotisations sociales patronales pourtant investis utilement pour la santé ou la consommation populaire.

Ces milliards sont disponibles mais totalement accaparés par les tenants de la loi de l'argent pour l'argent - et avec eux les forces politiques qui les soutiennent et mènent la guerre des idées.

Or, la révolution informationnelle autorise de nouvelles conceptions de la production, du travail, des échanges. La productivité a augmenté de façon considérable sans que les salaires ou la durée du travail en profitent car le but prioritaire des dominants est d'accroître les rendements financiers de leur capital et détruire les rivaux sur les marchés. Les énormes économies de travail permises par les technologies numériques servent avant tout à réduire les masses salariales et l'emploi, en freinant les débouchés de la production. Les politiques d'austérité exacerbent ainsi ces cercles vicieux en conduisant à la dépression. Notre pays s'enlise aussi car il est un pays de bas salaires : la revalorisation du pouvoir d'achat est une exigence autant sociale qu'utile économiquement.

Tout cela résulte de décisions politiques et d'institutions qui organisent les pouvoirs. On peut donc, dans les faits, s'attaquer à ces orientations et à cette incroyable concentration de richesses néfaste pour la société.

Pour engager une nouvelle efficacité sociale, les fonds des banques, les profits des entreprises et les fonds publics doivent être utilisés autrement : pour des dépenses de formation, de développement social (services publics) et d'investissements efficaces (porteurs d'emplois accrus et améliorés). La maîtrise populaire du crédit bancaire est une « nouvelle frontière ».

Le crédit doit être considéré commun bien commun adossé à un pôle public bancaire. Sa finalité serait d'encourager l'essor de l'emploi et de la formation, les progrès sociaux et écologique.

Réformer en profondeur la fiscalité devrait pousser les entreprises à financer des investissements porteurs de créations d'emplois et de formations correctement rémunérés. Le fond de cette réforme serait de pénaliser la distribution de bénéfices sous forme de dividendes contre l'emploi et la croissance réelle ou contre l'environnement.

Décentraliser l'impôt local sur le capital matériel des entreprises, mettre à contribution leur capital financier, ou encore réformer l'ISF et l'Impôt sur le revenu pour les rendre plus progressifs, instaurer un taux zéro de TVA pour les produits de première nécessité seraient des mesures à la fois justes et efficaces. De nouvelles cotisations sociales devraient être instaurées pour contribuer au financement de la sécurité emploi-formation. Enfin, diminuer fortement le temps de travail, permettre à chacun-e de passer beaucoup plus de temps, tout le long de sa vie active, à se former, se cultiver, développer ses capacités, vivre sa vie sociale et familiale offrirait une formidable vitalité à toute la société.

2- Une société du bien vivre et du bien commun

Le marché accapare tous les champs de la vie, pour le profit de quelques-uns. Il n'est pas apte à satisfaire les droits vitaux des populations. Le bien vivre pose la question de l'essentiel. Cette approche condamne définitivement le productivisme et une de ses tares, l'obsolescence programmée. L'enjeu est de favoriser l'appropriation des biens communs essentiels à la vie par le plus grand nombre.

Le monde doit penser sur d'autres bases son développement. Le calcul de la richesse de notre civilisation ne peut continuer de s'évaluer dans les grandes places boursières mais doit prendre en compte : le niveau d'éducation, la durée de vie en bonne santé, un niveau de vie décent ou encore la mesure des inégalités de genre et de pauvreté multidimensionnelle. Ce qui fonde un nouvel indice de développement humain.

2.1 Développer la production en privilégiant l'humain et l'écosystème, en dépassant les formes actuelles du productivisme et du consumérisme, c'est la clé de tout développement

Pour l'émancipation sociale et le défi écologique: l'heure est aux choix de civilisation.

Participons toutes et tous à la conscience écologique planétaire.

Agissons d'un même mouvement pour donner la priorité aux intérêts de l'immense majorité des peuples et à ceux de la planète, parce qu'ils sont inséparablement liés.

Ne laissons pas aux générations futures une planète dévastée par les appétits égoïstes des capitalistes.

Face à l'effondrement industriel : une politique industrielle audacieuse et adaptée aux réalités contemporaines.

L'industrie, ce doit être le développement des territoires, de l'écologie, la réponse au défi d'une vraie transition énergétique, ou encore les progrès pour la santé. Sans tracteurs, pas d'agriculture ; sans trains, caténaires, camions ou satellites, pas de transports possibles ; sans industrie chimique, pas de santé possible. Sans industrie repensée et étroitement articulée aux services, à la recherche et aux services publics, avec un pilotage démocratique, pas de transformation écologique.

À l'opposé de visions étroites et passéistes, faisons donc d'un même combat industrie et écologie : produire mieux, produire pour répondre aux besoins de toutes et tous avec l'exigence de qualité et de durabilité privilégiant le temps long du développement humain à la course effrénée de la recherche du profit.

2.2 Pour l'appropriation sociale, l'égalité, la solidarité et la reconquête du bien commun : un nouvel essor du service public

La soumission à des intérêts privés comme aux marchés financiers éreinte les services publics et leurs missions. Dans tous les domaines: l'éducation, la santé, la protection sociale, la recherche, l'énergie, l'eau, les transports, les télécommunications, le crédit, le logement, la Poste, la sécurité et la justice, les politiques d'austérité les éloignent toujours plus de leur mission d'égalité et de citoyenneté, d'appropriation sociale, de solidarité et de reconquête du bien commun.

Les reconstruire et les développer, à l'aune des enjeux d'aujourd'hui, passe par réaffirmer et développer leurs missions essentielles : réponse aux besoins collectifs, accès égal de tous, proximité, en appliquant le cas échéant la gratuité.

Leur financement doit être fondé sur une fiscalité juste et redistributive et ils doivent être dégagés de l'emprise des marchés financiers pour leur permettre de remplir leurs missions au service de l'intérêt général en dehors de toute contrainte de rentabilité financière. Leur statut doit protéger les agents des pressions politiques, économiques ou clientélistes.

Dans bien des domaines, des critères d'efficacité sociale sont à substituer aux critères marchands et la démocratie interne. La participation citoyenne doit imprégner leur gestion, leur direction et les politiques suivies.

Au plan européen et mondial, prendre le contre-pied des directives service et de toutes les libéralisations entreprises notamment dans les secteurs du rail, du courrier et de l'énergie est un des passages obligés pour enfin travailler au développement de coopérations publiques solidaires.

Une nouvelle histoire des services publics est à écrire. Des besoins de rénovations et de créations s'imposent comme dans le domaine de l'information ou de la culture, car tout ce qui se soustrait du pouvoir de l'argent et des pressions politiques autorise pluralisme et citoyenneté qui sont les clés du développement.

2.3 Préserver et partager les ressources naturelles, c'est d'abord refuser la marchandisation des biens communs

Préserver la planète et l'humanité

Émancipation sociale et réponse au défi écologique sont intrinsèquement liées. L'avenir de la planète et celui de ses habitants sont indissociables. Le nouveau récit émancipateur à construire repose sur ces deux piliers et sur une même logique, celle qui fait primer l'humain sur le profit.

Engagés dans une course effrénée au profit immédiat, les capitalistes provoquent des dégâts irrémédiables aux écosystèmes qui ont besoin de temps longs pour se renouveler, et d'intervention humaine coordonnée et planifiée pour se développer. Leur système productiviste est prédateur de ressources naturelles et bafoue la dignité et la souveraineté des peuples. Guidés par le seul appétit du profit, les capitalistes nous inondent de produits aussitôt-fabriqués-aussitôt-périmés, tout en coupant les productions de tant de biens utiles, pour peu qu'ils ne soient pas jugés hyper-rentables (des médicaments génériques aux aciers de Florange).

L'invention de la « croissance verte » par les multinationales est un prétexte futile et surtout rentable qui ne parvient pas à masquer leur incapacité à résoudre la crise qu'elles produisent. Ainsi la pollution des sols, des océans, des rivières, de l'air et la mise en danger de la biodiversité atteignent des sommets dévastateurs et préemptent l'avenir des futures générations. Chaque année nous enregistrons un nouveau record de l'élévation de la température de la planète. Les effets du réchauffement climatique – que plus personne ne conteste – sont déjà perceptibles.

Mêler l'ambition d'un développement durable et solidaire avec l'impératif écologique : l'urgence c'est la limitation du réchauffement de la planète à 2°C maximum.

Tout retard pris sur cette grave question sera préjudiciable à l'humanité. Consommer moins pour les mêmes usages et économiser l'énergie dans l'habitat et les transports est essentiel et doit être créateur d'emplois. Il est urgent de réduire progressivement, mais de façon massive, l'utilisation de ressources carbonées (pétrole, charbon, gaz...) responsables des émissions de gaz à effet de serre qui provoquent des catastrophes environnementales dont les conséquences sont imprévisibles, à commencer par des populations contraintes à se déplacer déjà par millions.

Le débat sur la transition énergétique est engagé.

Il doit prendre une ampleur planétaire. Il s'agit de satisfaire un réel droit à l'énergie pour toutes et tous, au coût le plus bas possible. Dans un contexte d'expansion des besoins énergétiques mondiaux, un mix énergétique, 100 % public, non émetteur de CO₂, composé d'énergies renouvelables (hydraulique, géothermique, hydrolien, solaire, thermique et photovoltaïque, etc.) et nucléaire (pour laquelle des normes internationales de sûreté doivent être définies). Une relance de toutes les filières industrielles du mix, aujourd'hui mises en cause ou inexistantes, doit être engagée.

Après l'accord de Paris : le défi climatique reste devant nous.

Sur les principes tout est inscrit : limiter à 2°C voire 1,5°C si possible, la hausse de la température planétaire comme l'exigeaient les pays les plus vulnérables ; une somme dédiée chaque année aux mesures d'adaptation des pays en développement (limitée à seulement 100 milliards de dollars, par an, d'ici à 2020), la clause de revoyure afin de rehausser régulièrement le niveau d'engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre comme financiers...

Mais tout reste à réaliser... L'essentiel maintenant est d'engager une véritable transition écologique et sociale vers une société sobre en carbone afin d'atteindre les objectifs affichés de la COP21 et de réduire les inégalités de développement dans le monde.

Cette ambition commande que l'on sorte des politiques d'austérité en France et en Europe et que l'on vise un autre partage des richesses et des connaissances à l'échelle du monde. Et cela demande tout particulièrement de mobiliser les moyens financiers mondiaux tels que le FMI.

L'accord de Paris met en évidence une fois de plus la réalité des rapports de domination à l'échelle du monde qui met les pays les plus pauvres en grande difficulté.

Nous devons poursuivre notre contribution à la mobilisation du mouvement progressiste français, européen et mondial dans la perspective des futurs COP et forums mondiaux. Car nous sommes convaincus que de meilleures situations de vie sont possibles pour l'ensemble des peuples en sauvant le climat et pas le système qui le détruit.

Un nouveau modèle agricole, rémunérateur pour toutes les travailleuses et travailleurs agricoles est à promouvoir afin de répondre à la crise fondamentale qui touche aujourd'hui l'agriculture, par

la valorisation des filières relocalisées, la transformation et la vente des produits au plus près des consommateurs.

À l'échelle du monde, de l'Europe, de la France, les politiques agricoles et alimentaires doivent planifier la production, se reprendre en main les outils de la régulation des marchés et accompagner une vraie transition écologique de l'agriculture, favoriser les circuits courts, les filières bio. La gestion des stocks, la sécurité alimentaire ou encore l'interdiction de la spéculation sur les denrées vivrières sont des priorités.

La consommation des produits de la mer est un moyen de répondre au défi alimentaire en même temps qu'une question de santé publique. Aujourd'hui, ce sont les pavillons de complaisance, les normes sociales du moins disant et les fonds de pension qui spéculent sur les quotas de pêche. L'engagement doit être fort en faveur de la souveraineté alimentaire ; pour assurer une activité relocalisée, pour défendre une pêche artisanale et rémunératrice des marins, pour lutter contre les importations/dumping, pour encadrer les pratiques des grands armateurs et les marges des distributeurs et s'opposer au pillage des ressources halieutiques.

La qualité de l'air : un enjeu crucial de santé.

C'est vrai dans les métropoles et au-delà. Le développement des transports en commun de qualité, à bas prix et avec un fort maillage, comme celui du fret ferroviaire et fluvial, doit devenir une priorité et l'étalement urbain reconsidéré, avec la relocalisation de l'emploi. L'organisation urbaine et les politiques foncières actuelles doivent être reconsidérées dans un développement urbain maîtrisé vers d'autres types de modèles, mixant les différents espaces et temps de vie, au lieu d'éloigner domicile et travail, habitat et services publics, de concentrer commerces et services privés dans des pôles générateurs de économies d'échelle, d'engorgement et de spéculation.

L'eau: un bien commun de l'humanité.

Sa gestion doit être sortie des griffes des multinationales et rester dans le champ du service public. Les citoyens comme les élus doivent pouvoir intervenir dans la gestion de l'eau et de la préservation de la ressource. Garantir l'égalité d'accès, réduire les inégalités du prix, sortir la recherche et les savoir-faire des mains du privé, supposent la création d'un service public national décentralisé de l'eau et de l'assainissement, seul garant de l'équité territoriale.

Développement humain, satisfaction des besoins essentiels des populations, bien vivre et préserver l'environnement face au capitalisme consumériste et expansif.

Cette démarche donne priorité aux productions utiles et à l'économie des ressources matérielles contre la finance débridée.

C'est un appel à initier de profondes innovations dans l'organisation de la société, et la conception même de la production, vers une économie vraiment circulaire : recycler tout ce qui peut l'être, en finir avec le jetable et concevoir une économie du réparable et du récupérable.

C'est un appel à mettre en œuvre de grands plans d'investissement et de formations de base et universitaires, de recherches dans tous les domaines.

C'est intégrer des conceptions nouvelles pour les valeurs des produits en liant réponses aux besoins utiles avec respect de l'environnement et recyclabilité.

C'est un appel à faire du neuf dans les filières, avec la création de milliers d'emplois.

2.4 Reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers pour se donner les moyens d'une société du bien vivre et du bien commun

Les énormes pouvoirs privés dont jouissent les banques et les marchés financiers sont contraires à la démocratie. Ils placent notre société et le monde en permanence sous la menace des crises financières et des politiques d'austérité. Bloquer la spéculation et la financiarisation de toute l'économie. Cela nécessite de placer l'utilisation des crédits des banques sous contrôle social avec des critères précis d'efficacité économique et sociale.

Réorienter l'activité de la Banque centrale européenne jusqu'à changer ses missions et créer en France un pôle public bancaire et financier au service de l'emploi et des salaires, contre les délocalisations et la spéculation sont des exigences premières. Transformer la politique et les critères du crédit ou encore bloquer les circulations de capitaux et de profit avec les paradis fiscaux sont des objectifs à conjuguer avec une profonde réforme de la fiscalité comprenant la suppression du bouclier fiscal, l'augmentation de l'ISF et de l'impôt sur les revenus du capital, la taxation des revenus financiers des entreprises, la modulation de l'impôt sur les sociétés et du taux des cotisations sociales patronales en fonction d'objectifs d'emploi, de formation et de salaires de l'entreprise.

Les exonérations de cotisations sociales patronales, 30 milliards d'euros, ont dramatiquement démontré leur perversité. Il faut en finir. Gestion démocratique de la création monétaire, création de pouvoirs nouveaux pour les salarié-e-s et leurs représentant-e-s dans la gestion de leur entreprise, ainsi que des citoyennes et des citoyens dans les institutions bancaires et les collectivités territoriales sont des moyens indispensables pour cette réorientation.

3- Révolutionner la République pour une France de liberté, d'égalité et de fraternité

3.1 Construire une République démocratique, c'est rompre avec le présidentielisme et la concentration des pouvoirs médiatiques, constituer une représentation nationale à l'image du peuple, créer de nouveaux pouvoirs de décisions et de contrôle des citoyennes et des citoyens.

Notre système politique et institutionnel, notre système de représentation est malade de l'absence de participation des citoyen-e-s aux processus de décision. Une question se pose : sommes-nous encore en démocratie ? La République est mise à mal, et la vie politique est enfermée dans le carcan d'une monarchie présidentielle. On remet en cause les collectivités

locales qui sont des foyers de proximité citoyenne. Pourtant, l'aspiration à participer est intacte : des mouvements citoyens, participatifs germent sur tout le territoire, et se cherchent.

Un nouvel essor de la démocratie sera, d'un même mouvement, un appel à l'accès aux savoirs pour que chacun puisse s'en mêler. Nouvelle phase de démocratisation scolaire, prolongation de la scolarité obligatoire pour donner du temps aux futures citoyennes et citoyens de s'approprier les savoirs nécessaires pour prendre en main leur destin : voilà qui doit aussi ouvrir une nouvelle ère de la citoyenneté.

De nouveaux pouvoirs incluront des droits aussi bien dans la cité que dans l'entreprise ou sur les banques, dans la vie associative et avec l'éducation populaire. Mettre fin au présidentielisme et au domaine réservé de la politique internationale, instituer une démocratie parlementaire, la proportionnelle, la parité et le non cumul des mandats, avec un statut de l'élu-e, en agissant pour réformer la construction et le fonctionnement de l'Europe sera le grand chantier institutionnel redonnant sens à notre République. Cela passe par un processus constituant d'une VI^e République, sociale, démocratique, citoyenne.

Le droit à l'information.

Le droit à l'information des citoyennes et citoyens est bafoué par la concentration du pouvoir sur les médias par les grands groupes : concentration, monopoles ou groupe industriels tributaires de l'État qui détiennent l'essentiel des pouvoirs.

Une société de partage et d'égalité ne peut qu'être pluraliste. Elle passera par le renforcement des dispositifs anticoncentration.

Renforcer le droit d'auteur mis à mal par la loi Hadopi et par la Commission européenne et refondre le secteur public doivent marcher d'une même pas vers un pôle public des médias qui rassemblerait les réseaux de diffusion, de communication et les moyens de France Télévisions, de Radio France, France Média Monde (RFI, TV5 Monde, France 24), CFI, Euro news, l'INA et l'AFP.

Reconstituer un pôle public de production et renforcer les coopérations européennes entre services publics : projets industriels, recherche, coproductions permettra aussi de relancer la croissance et l'emploi. Un conseil supérieur des médias imposera le respect des libertés et du pluralisme, le statut des médias publics, privés et associatifs. Des états généraux des médias seront organisés et la protection des sources des journalistes constitutionnalisées.

Le choix de la démocratie passe par de nouveaux droits aux salariés et aux usagers afin de veiller à l'indépendance des rédactions.

3.2 **Élaborer un nouveau pacte républicain, pour que la liberté, l'égalité et la fraternité trouvent la voie de leur réalisation concrète et que la laïcité conforte le vivre-ensemble**

Rénover et redonner de la force aux valeurs qui fondent notre nation avec de nouveaux pouvoirs citoyens, en France, en Europe et dans le monde est essentiel.

La liberté pour libérer les potentialités humaines

L'égalité pour faire reculer toutes les dominations et les discriminations, qu'elles soient sociales, sexistes, racistes, homophobes, lesbophobes... territoriales et spatiales.

La fraternité pour combattre toutes les aliénations : celles liées à tous les intégrismes et fondamentalismes, tous les racismes et toutes les formes de xénophobie et de rejet de l'autre.

La laïcité établit que la souveraineté appartient au peuple tout entier en tant qu'association d'hommes et de femmes libres, égales, égaux. Elle fonde la liberté de conscience, l'égalité des droits, l'affirmation fraternelle. Elle ne saurait être un instrument de discrimination, de division ou de stigmatisation sur la base des convictions religieuses. Elle appelle à la mise en actes des valeurs de la République.

Redonner sens à nos valeurs, c'est se donner de la force pour remettre en cause toutes les exploitations, dans le travail, la famille, la production et la consommation, la vie quotidienne, l'habitat et les loisirs, l'espace et le temps, la nature et les ressources naturelles.

Une égalité en droits, qui ne soit ni égalitarisme, ni mirage de l'égalité de chances, doit promouvoir les potentialités humaines, par l'appropriation citoyenne des savoirs, des arts et des cultures; par la maîtrise sociale des technologies numériques.

Un développement continu des droits imprescriptibles de chaque individu doit devenir un principe majeur : avec son épanouissement et son bien-être, quels que soient son sexe et ses orientations sexuelles, ses origines, ses opinions et ses convictions, son appartenance territoriale, son nom ou la couleur de sa peau.

Une véritable révolution citoyenne doit renouveler la démocratie et refondre la république pour permettre à chacune et chacun de participer à l'exercice des pouvoirs, de l'échelon local, le lieu de résidence, la commune... jusqu'à l'échelon national et européen.

L'aspiration de chacun-e à libérer son rapport au travail, à l'espace, au temps est une vraie force politique et l'appropriation des savoirs par toutes et tous devient ainsi centrale, car elle traverse tous ces enjeux.

Le savoir est un pouvoir et, pour en finir avec les inégalités, il est indispensable de donner à chacun-e les moyens de comprendre le monde pour le transformer.

Pour l'égalité des territoires et de leurs habitants.

Il y a besoin d'un nouveau pacte républicain pour redonner leur place aux territoires et à ses populations caractérisé par l'égalité, la dignité, les services publics garantissant le droit individuel et collectif des citoyen-e-s.

Construire la ville de demain, c'est repenser son rapport avec le reste des territoires et impulser un mode de développement plus horizontal et homogène. Dans un avenir proche, 80 % de la population habitera en ville, et pourtant cette dernière est au cœur de la fabrique des inégalités et ne répond plus aux besoins de ses populations avec notamment une crise profonde du logement.

L'heure est à fonder, construire une ville durable, où il fait bon vivre: c'est le droit à la ville pour tous. Rééquilibrer les territoires passe par la mise en œuvre d'une vraie solidarité, par un renouvellement urbain, des services publics, dont les transports, développés et modernisés et des moyens pour une politique de la ville efficace.

La ruralité doit y avoir toute sa place, en faisant le pari de l'agriculture durable, de l'artisanat, du développement des savoir-faire, en redéployant un réseau de transports et de services publics.

Notre République doit être une, indivisible et décentralisée. Chaque citoyen-e, quel que soit son lieu de résidence, doit pouvoir pleinement jouir de ses droits démocratiques d'intervention dans le débat public.

Préserver la commune et le département et favoriser les coopérations pour une nouvelle ambition dans l'aménagement du territoire. Cette exigence démocratique s'inscrit dans un rapport de proximité, faite de solidarité, d'égalité, de services publics.

Face au coup d'État institutionnel : démocratie ! À l'opposé de ces exigences, la « nouvelle réorganisation territoriale de la République » (loi NOTRe), votée en août 2015, dessine un visage jamais connu dans la V^e République. L'égalité des territoires vole en éclats, écrasée par le diktat de la course effrénée à la réduction des dépenses publiques et des services locaux de proximité aux citoyens. Des mégastructures métropoles, des super régions, des fusions intercommunales se créent avec une recentralisation des pouvoirs, éloignent les citoyen-e-s des décisions et tournent le dos aux politiques locales librement consenties. L'avenir de la commune est compromis. La cure d'austérité imposée aux collectivités met à mal l'investissement public et les besoins des habitants en matière de services publics, d'accès aux droits, d'équilibre des territoires. C'est un rouleau compresseur contre la démocratie elle-même. Tout cela exige mobilisation pour de nouveaux essors de la démocratie.

Redonner du sens à l'engagement pour changer la vie et la société, pour transformer la politique face au libéralisme et à sa pensée unique.

S'abstenir, ne plus être inscrits sur les listes électorales n'est souvent pas le reflet d'un acte manqué mais l'expression volontaire de se mettre hors champ du système à bout de souffle. Elles et ils refusent de choisir entre le pire et le moins pire, entre les promesses si souvent non tenues est les espoirs si cruellement déçus.

Elles et ils poussent ainsi un grand cri de colère en exprimant le sentiment de n'avoir plus prise sur les décisions. Mais c'est avant tout un appel lancinant à changer de séquence et à ouvrir celui

d'une nouvelle ère démocratique et politique, qui mette enfin la citoyenne, le citoyen au cœur de tous les choix.

Celles et ceux qui souffrent ont aujourd'hui le plus intérêt à agir dans les valeurs universelles de solidarité, d'égalité, de justice et de transformations sociales, mais elles et ils désertent l'engagement politique ou se mettent hors champ du vote malgré les rêves qu'elles et ils portent en eux.

Un défi est à relever : redonner sens à l'engagement pour changer la vie, changer la société, s'engager, transformer la politique face au libéralisme, à sa pensée unique.

Notre système démocratique, socle de la République, est dans l'impasse. Pour des millions de citoyen-e-s domine le sentiment amer et parfois désespéré de n'être pas plus entendu-e-s que représenté-e-s, que les espoirs, y compris ceux de 2012, sont sacrifiés sur l'autel de la finance et du libéralisme.

C'est sur le champ de la reconquête de participation et d'engagement citoyen et politique, de réappropriation des enjeux de transformations que doit réinvestir un projet émancipateur en renouant les dialogues, en expérimentant de nouvelles pratiques politiques.

Le nouveau pacte républicain porte au cœur la dignité, la solidarité, la démocratie.

Penser, agir c'est être libre et décider, c'est s'épanouir, s'ouvrir à l'autre, c'est l'individu au service du collectif, d'un projet d'émancipation humaine, solidaire, constructif. La société d'individus libres et égaux en droits doit rendre force à la devise « liberté, égalité, fraternité » aujourd'hui bafouée pour des millions de citoyen-e-s.

La France, son peuple ont de la ressource.

En s'appuyant sur ce qui a fait la France, de celle des lumières, celle de la Révolution et de Jaurès, à celle du Conseil national de la Résistance, de mai 68 et des conquêtes sociales, démocratiques, politiques, celui des droits des femmes et des libertés individuelles, et sur toutes les forces qui demandent aujourd'hui à s'unir, elle peut écrire une nouvelle page.

3.3 Réaliser l'égalité femmes-hommes et sortir du patriarcat : combattre le sexisme, agir pour l'égalité au travail et dans tous les domaines de la vie, lutter contre les violences faites aux femmes

Les mouvements que les femmes développent pour prendre le pouvoir sur leur travail, sur leur vie familiale ou sur leur activité citoyenne libèrent chaque jour des forces nouvelles. C'est sur elles qu'il faut s'appuyer pour renverser une bonne fois pour toutes la domination patriarcale. Un vaste mouvement libérateur doit encore grandir : de la lutte contre les violences faites aux femmes à la fin des stéréotypes de genre en passant par la maîtrise du corps, pour mettre un terme au rôle subordonné que le patriarcat impose encore aux femmes, dans tous les domaines de leur vie privée et publique.

La procréation permet, dans une certaine mesure, la reproduction d'un modèle de société. Ce pouvoir rend les femmes « dangereuses » aux yeux des États ou des Églises qui prétendent les en

déposséder, en restreignant leur choix d'avoir ou non des enfants. C'est l'exigence de la maîtrise de soi, de son temps, de son corps, de ses choix de vie qu'elles opposent à cette dépossession. Et cette critique qu'elles conduisent dans la pratique de leurs luttes atteint toute entière la prétention de l'État bourgeois à incarner l'intérêt général – ce même État actionnaire qui dépossède les salarié-e-s d'Air France de leur outil de travail.

Avec le développement des exigences familiales et un État défaillant, elles sont au centre de la bataille pour la mise en commun et en service public de l'accompagnement des personnes... Un mouvement qui porte la nécessité d'un véritable service public de la petite enfance, de la santé, de l'autonomie.

Les aspirations des femmes sont aussi broyées au nom de l'universel masculin. La dépossession démocratique des femmes est inscrite par construction dans nos institutions, et elle est édifiante d'assemblées qui fonctionnent contre les citoyen-ne-s qu'elles prétendent représenter. La voie de son dépassement, engagée par les femmes au travers de leurs luttes et de leurs votes, est aussi la voie de dépassement de la rupture démocratique générale qui fait le quotidien de notre vie politique. La bataille de la parité, intégrale et généralisée à toutes les responsabilités politiques, permet d'avancer vers la réalisation de cette exigence mais aussi de poser les questions de renouvellement des élu-e-s, de l'adéquation avec les contours de la société, ou encore du statut de l'élu-e.

La place donnée aux femmes est au fond la place donnée à l'autre. **Les luttes féministes pour une société de pleine égalité, de partage sont universelles.**

3.4 Tracer un chemin pour sortir de l'inhumanité : combattre le racisme, toutes les discriminations et toutes les formes de domination et d'aliénation

Nourri par les frustrations, les souffrances, les inégalités et les déchirures que provoque notre société en crise, le racisme gangrène la République. Les actes antisémites et antimusulmans sont à la hausse.

Des offensives politiques de stigmatisation, des discours médiatiques islamophobes, ou encore les campagnes de faiseurs de haine sur les réseaux sociaux banalisent et libèrent la parole raciste. Les discriminations liées à la couleur de peau, au patronyme, à l'origine ou à la religion (réelles ou supposées) entraînent une souffrance qui aboutit à ce que les valeurs d'égalité, de fraternité et de solidarité deviennent, pour trop de nos concitoyens, des mots vides de sens.

C'est avec la même force qu'il faut combattre toutes les formes de racisme sans les hiérarchiser. La reconnaissance de la France telle qu'elle est dans sa diversité suppose une lutte acharnée pour l'égalité réelle.

La nation est une réalité objective mais aussi un imaginaire dans la façon de se représenter le peuple. Elle renvoie à un récit collectif qu'il ne faut pas laisser aux nationalistes et aux tenants d'une France éternelle. L'histoire ultramarine, l'histoire coloniale et celle de l'esclavage, tout comme l'histoire d'un siècle d'immigration font partie intégrante de notre histoire. Dans un contexte d'ethnicisation des rapports sociaux, le racisme prend aujourd'hui de nouveaux habits, en traitant les cultures comme des « races », en les figeant. Sa montée s'inscrit dans l'exacerbation d'un affrontement identitaire qui cherche à effacer l'affrontement de classe.

Le racisme, la xénophobie et la peur de l'étranger sont des instruments de la domination économique et sociale qui permettent d'évacuer les responsabilités des politiques libérales et du capitalisme financiarisé. Cependant, comme pour le sexisme, on ne peut s'en tenir à la lutte sur le seul terrain économique pour combattre le racisme. La lutte pour l'émancipation passe par une bataille multiforme, politique et idéologique.

L'urgence est de recréer l'unité dans les couches et les quartiers populaires et au-delà, de faire converger les combats antiracistes, les luttes des migrants avec les diverses luttes sociales pour travailler au « tous ensemble ». C'est affirmer le vrai contenu de la laïcité garante du vivre-ensemble : ce combat de l'émancipation, de la dignité et de l'égalité réelle.

4- Une France engagée pour la paix en Europe et dans le monde

Les bouleversements du monde sont profonds et appellent à « miser sur les peuples ». Les aspirations populaires à la justice, à l'égalité, à la sécurité, à la solidarité, au développement humain, social et écologique ouvrent le chemin de la « grande paix humaine ».

Avec Jaurès, et à l'heure où les tenants de l'ordolibéralisme assèment que « nous sommes en guerre », décidément, le « combat pour la paix est bien le plus grand des combats ». Notre peuple, uni à d'autres partout dans le monde, peut affronter et dépasser les logiques de compétition, de domination, d'exploitation et d'aliénation et de bellicisme qui sont aux origines des conflits et guerres, de l'explosion exponentielle des inégalités, de l'humiliation des peuples, de leur mise en concurrence, de la décomposition de sociétés entières, et de la crise climatique.

Transformer la mondialisation aujourd'hui dominée par les logiques capitalistes et la dictature des marchés et institutions financières passe par des solidarités nouvelles par conforter la souveraineté et les droits des peuples et des citoyen-ne-s, par porter haut la communauté d'intérêts des peuples et des nations dans un monde de biens communs et de sécurité humaine collective : sécurité physique mais aussi alimentaire, sociale, politique, économique, environnementale. La sécurité des uns dépend de la sécurité de toutes et tous.

La France a un rôle constructif à jouer pour redonner de la force au multilatéralisme. Car chaque peuple, chaque nation compte pour un-e, pour ouvrir la voie à de nouveaux modes de développement et de production, et pour redéfinir, en Europe, un cadre régional de coopération et de sécurité collective inclusif.

4.1 Construire une Europe au service des peuples : redéfinir ses fondements et son modèle de coopération, rassembler les forces progressistes

L'Union européenne néo-libérale est inopérante face aux défis communs des Européens et de l'humanité.

Ses logiques de libre-échange, de compétition sans entrave et de priorité données aux marchés financiers, sa construction pour les intérêts capitalistes ont aggravé la crise financière de 2008 et

réuni les conditions d'une nouvelle déflagration, plus violente encore pour nos sociétés, au prochain krach boursier.

L'autoritarisme et le pouvoir cédé aux institutions financières, une Banque centrale « indépendantes » dans les processus décisionnels s'opposent désormais frontalement aux souverainetés populaires.

La mise en concurrence des travailleurs et les politiques d'austérité ont considérablement appauvri les peuples européens et détruisent les tissus économiques et sociaux de nos pays.

Les tensions et les divisions se développent ; l'UE est, dans sa forme actuelle, rejetée massivement par les peuples. Face à l'arrivée des réfugiés qui fuient la guerre, il n'y a pas de réponse commune, mais des stratégies nationales de fermeture, laissant seuls les pays situés aux frontières de l'UE.

Dans ce chaos qui les dépasse, les classes dirigeantes européennes parlent désormais ouvertement de sa « dislocation » ou d'une possible issue par une « Europe à deux vitesses ». Le retour des nationalismes est un risque bien réel. Par le dumping ou par le nationalisme, jeter les peuples les uns contre les autres peut conduire au pire.

L'Europe actuelle est un verrou au développement humain. Mais une coopération régionale d'une autre nature avec un euro au service des peuples et non des marchés financiers pourrait être un atout dans la lutte engagée pour une autre mondialisation. C'est la raison pour laquelle on ne doit pas abandonner l'idée d'une union. Mais il est indispensable de faire grandir une vision de refondation démocratique et solidaire de l'Europe. Une vision que devrait faire avancer la France, aux côtés des peuples et des gouvernements qui sont aujourd'hui en lutte pour leur développement national et le respect de leur souveraineté. Membre fondateur de l'UE, la France a une responsabilité particulière et dispose du poids nécessaire pour ouvrir un véritable débat sur les enjeux sociaux, démocratiques, environnementaux, sur le modèle de coopération démocratique à mettre en œuvre pour faire entrer l'Europe dans l'ère des biens communs. La France doit prendre des initiatives et offrir des bases d'actions populaires à toutes celles et tous ceux qui, en Europe, cherchent une issue progressiste à la crise. Ces forces sont nombreuses.

Notre pays a les moyens de s'opposer aux logiques guerrières et il peut porter l'idée d'une Europe de la paix et de la coopération ; une Europe accueillante pour celles et ceux qui fuient aujourd'hui les guerres, les dictatures et la misère. Elle pourrait reprendre le partenariat euro-Méditerranée sur de nouvelles bases pour un co-développement commun. La France peut s'opposer aux règles budgétaires des traités et au démantèlement des services publics et chercher au contraire à les développer à partir d'un fonds européen de développement humain, social et environnemental. Notre pays peut se battre contre le dumping social et les réformes du marché du travail, par exemple en proposant une refonte de la directive des travailleurs détachés, en transposant la directive sur le congé maternité ; en défendant, pour tous les Européen-e-s, un modèle de sécurité sociale du travail permettant à chaque jeune de se former, en agissant pour l'intégration de clauses sociales dans les politiques communes.

Porter le débat sur la place de la finance en Europe. La France doit porter le fer sur le rôle de la Banque centrale européenne et faire en sorte que les 1 100 milliards de création monétaire servent vraiment l'économie réelle en allant aux investissements pour l'emploi et la transition écologique plutôt qu'à la spéculation financière. Cela implique de se désengager des négociations

en cours sur le traité de libre-échange transatlantique (dit TAFTA ou PTCI) et le projet de démantèlement des services, baptisé TISA (Trade in Services Agreement : accord sur le commerce des services). Cela implique de remettre en cause le modèle de construction actuel. Nous voulons une union démocratique de nations et de peuples libres, souverains et associés, et une France qui consulte son peuple sur les enjeux européens clés. Nous défendons l'idée d'une construction à géométrie choisie, qui laisse la liberté aux peuples souverains de définir leur niveau d'intégration de manière démocratique.

4.2 Construire un système mondial de sécurité collective et de paix, fondé sur les droits des peuples, refonder l'ONU et promouvoir de nouvelles coopérations internationales

Faire reculer les logiques de guerre

La « guerre contre le terrorisme » djihadiste, par les ingérences, les opérations extérieures, les occupations militaires n'a eu pour seul résultat que de le renforcer et de plonger des millions de femmes et d'hommes dans plus de guerre, de violences et de misère. Ajoutée à la liberté maximale pour les capitaux financiers, au développement du libre-échange, de la prédation des ressources et richesses par de grands groupes puissants et à l'affaiblissement des États en Afrique et au Proche et Moyen-Orient, elle a nourri des logiques de guerre et de puissances.

Il est temps de promouvoir un multilatéralisme qui ne subisse plus les pressions des plus puissants. En redonnant à l'ONU les moyens de sa mission initiale affirmée dans sa Charte et en lui donnant autorité sur un FMI profondément transformé, il est possible d'agir sur les causes du « chaos du monde » : le développement du libre-échange, de la dérégulation, de la déréglementation, la financiarisation des économies, l'accaparement des ressources, la course aux armements.

Elle pourrait agir sur la prévention des conflits par le traitement prioritaire des inégalités et des injustices sociales et économiques, sur la protection des travailleuses et des travailleurs, de leurs droits, la résolution politique des guerres, la promotion universelle des droits sociaux, écologiques et démocratiques, la promotion et la gestion multilatérale des biens communs universels (l'eau, l'énergie, les connaissances) et des libertés fondamentales dont la liberté de circulation, la solidarité devant les grands défis climatiques et écologiques du siècle.

À l'opposé des politiques d'alliances antagonistes et des égoïsmes nationaux ou régionaux, de l'OTAN qui participe à l'insécurité du monde, il s'agit de prévaloir des espaces de coopération et de sécurité inclusifs et collaboratifs.

En entravant l'emprise des marchés financiers et des institutions financières internationales (IFI), au premier rang desquelles le FMI, en appelant à leur refonte pour les extraire de l'hégémonie du dollar comme y invitent nombre de pays émergents, l'humanité pourrait ouvrir la voie à des partenariats réciproquement avantageux et basés sur des principes de solidarité et de complémentarité pour relever les défis des mutations économiques, de la maîtrise des échanges, du réchauffement climatique, du désarmement, de la dénucléarisation, de la nécessaire

réinvention de nouveaux modes de développement et de production au service des peuples dans le respect des écosystèmes.

4.3 Combattre la guerre économique et les dérives guerrières qu'elle engendre : contester les forces internationalisées du marché par des lois sociales et contraignantes et de nouveaux droits aux salarié-e-s et aux élu-e-s

L'OMC puis maintenant les Accords de libre-échange (ALE) formatent un monde de mise en concurrence des peuples et alimentent protectionnisme, populismes et nationalismes. Ils s'accompagnent d'attaques, sans précédent pour les Européen-e-s depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et pour tous les peuples dans le monde, contre les droits sociaux, l'accès à l'emploi, les droits syndicaux.

Celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour s'assurer une existence digne sont précarisés, humilié-e-s, méprisé-e-s par le travail informel, sous-payé, non garanti et non réglementé, la réduction ou l'absence de protection sociale.

Changer de paradigme, c'est substituer à ces logiques prédatrices celle d'une civilisation humaine du partage, du bien-vivre et du commun garantissant aux peuples et aux citoyen-ne-s l'égalité des droits politiques, sociaux, économiques, le plein exercice de leur souveraineté.

La révolution numérique induit des mutations profondes du travail, du salariat, des modes de production : elle ouvre aussi des possibilités jusqu'ici inédites de mises en commun des ressources et richesses.

La lutte contre les inégalités et les injustices sociales, pour les droits et la démocratie dans toutes les régions du monde sonnent l'heure d'une nouvelle convergence des luttes sociales pour la sécurité de l'emploi, pour l'éducation et la formation, pour la protection sociale, les salaires, les retraites, la santé au travail, la durée légale du travail, le droit de grève.

Dans le bras-de-fer engagé au plan européen et mondial contre le grand patronat, les groupes et les gros actionnaires, l'Organisation internationale du travail qui doit être soutenue a vocation à contribuer au progrès social sur tous les continents.

Les organisations européennes et internationales des travailleuses et des travailleurs, les citoyen-ne-s, les forces politiques progressistes sont appelées à unir leurs forces pour mettre en échec la marchandisation du travail, des droits humains et pour la conquête de droits nouveaux dans tous les lieux et entités de travail.

2017 : une autre voie pour l'avenir de la France

La France entre en ébullition. Pas une semaine ne se passe sans qu'un événement d'importance vienne chambouler le paysage.

C'est d'abord cette colère qui redouble. Colère du monde agricole, colère des cheminots, colère des fonctionnaires, des enseignants... Et, comme pour mettre en fusion ces révoltes, le gouvernement provocateur, adossé à un Medef militant, présente la loi El Khomri. Il faut mettre en échec le dynamitage des protections des salariés contenues dans le Code du travail qu'entend parachever cette loi après les remises en cause fondamentales inscrites dans les lois ANI (2013), Rebsamen et Macron.

Sous couvert de « simplification », l'objectif du projet de loi El Khomri/Valls/Macron est de soustraire l'adoption de mesures régressives en créant par le chantage un rapport de force favorable à l'employeur.

Prenons la mesure de ce qui se passe. Il n'y a pas seulement une réaction de colère ou de défense : un mouvement profond est en train d'émerger. Ce mouvement, qui s'appuie sur les réseaux sociaux, qui commence à faire bouger la jeunesse, dit que trop c'est trop, que « c'est maintenant qu'il faut bouger », que « c'est maintenant qu'il faut faire de la politique », que « c'est maintenant qu'il faut montrer qu'on vaut mieux que ça ».

Cette action prend force au moment où le débat est relancé à gauche. Nous avons eu raison de ne pas fermer cette porte et nous allons tout faire pour que convergent le débat relancé à gauche et les mouvements de luttes sociales et politiques qui émergent.

La situation peut-elle se déverrouiller ? L'espoir renaît que le peuple, les jeunes retrouvent la confiance, la voie de l'action et de l'union. De petits coins se déchirent dans les brouillards libéraux qui bouchaient l'horizon. La société est prête à se questionner à nouveau. Et il commence à se dire, à s'écrire que « nous valons mieux que ça » ! Nous ne devons pas rater le coche.

Dans le même temps, nous le savons bien, la défiance dans la politique reste immense. Les tensions et les divisions dans la société française n'ont pas disparu. De très nombreuses forces, politiques et patronales, travaillent à ce qu'une alternative ne puisse faire irruption. Après ses résultats aux élections intermédiaires, le Front national cherche à s'imposer comme une réponse à cette crise politique.

Ne pas rater le coche, c'est, dans les luttes et les mobilisations participer, pousser, faire converger, y être. Y poser le débat de perspective, non comme un ralliement à telle ou telle stratégie politique, telle ou telle candidature, mais pour que le mouvement définisse et garantisse ses propres solutions.

Dans quelle situation la France se trouve-t-elle à un an de la fin du quinquennat Hollande ?

En 2017, la France sera de nouveau avec l'élection présidentielle et les élections législatives face à un choix crucial pour son avenir. En 2012, elle s'est débarrassée de Nicolas Sarkozy et espérait un changement avec François Hollande. Quatre ans plus tard, ce ne sont que renoncements, désillusions et trahisons.

Tout au long du quinquennat, le gouvernement et sa majorité parlementaire ont conduit la France dans une impasse économique, en particulier avec les 40 milliards d'euros du CICE versés aux entreprises sans aucun contrôle et le refus de toute tentative de réorientation de la politique bancaire et monétaire européenne. Le bilan de cette politique est sans appel : 700 000 chômeurs supplémentaires en quatre ans et la poursuite de la destruction du modèle social français, issu des luttes populaires et de la Résistance, pour servir les intérêts patronaux et financiers. Alors que de nombreux économistes prédisent un nouveau krach, de plus grande ampleur encore que celui de 2008, le gouvernement n'a tiré aucune leçon du passé et continue d'alimenter la crise.

Trois mois après les derniers attentats, la prolongation de l'état d'urgence et l'extension de la déchéance de nationalité sont inefficaces à assurer la sécurité des populations et bafouent les valeurs de la République. Elles visent en réalité à déplacer le débat politique national des enjeux sociaux aux questions sécuritaires et identitaires et à créer les conditions d'une nouvelle offensive réactionnaire.

La loi travail est une nouvelle étape dans la fuite en avant ultralibérale du gouvernement. Elle signifie la fin des 35 heures en dérégulant le temps de travail, facilite le licenciement et plafonne les indemnités prud'homales, renforce les pouvoirs du patronat, affaiblit les syndicats. Cette loi constitue la plus grave attaque contre les droits des travailleurs depuis la Seconde Guerre mondiale.

Cette crise économique se conjugue avec une crise politique historique, une véritable rupture démocratique. Des millions d'ouvriers, de salariés, d'électeurs de gauche se sont détournés des urnes au fur et à mesure des renoncements présidentiels. La confiance dans l'exécutif et dans tous les partis politiques est au plus bas. Et à l'issue des élections régionales, le Front national est à un niveau jamais atteint dans notre pays.

La crise écologique continue, elle aussi, de s'aggraver car aucune des mesures prises durant le quinquennat n'est au niveau de la gravité de la situation. L'application de l'accord de la COP21 nécessiterait qu'on tourne le dos aux dogmes libéraux du laisser-faire les puissances financières et du court-termisme alors que le gouvernement relance sa politique libérale.

Ainsi, à la veille des échéances de 2017, nous sommes dans une situation politique inédite. Si le scénario d'un match à trois entre le président sortant, le candidat de la droite et Marine Le Pen se confirme pour la présidentielle, les Français n'auront aucun espoir de voir leurs intérêts défendus et des solutions efficaces apportées à ces crises. Ce scénario étoufferait les aspirations populaires en interdisant leur représentation politique pour de longues années. Ainsi, l'action conjointe d'un couple présidentiel attaché à décimer la gauche, des forces nationalistes et réactionnaires libérées de toute inhibition et du patronat engageant avec les travailleurs une guerre sans limite

ont radicalement changé les conditions politiques depuis 2012. Les échéances électorales de 2017 se situent dans un tout autre contexte.

Un affrontement est en cours entre celles et ceux qui sont attachés à la gauche et le clan gouvernemental qui a déjà dit « adieu à la gauche » et cherche à construire sur ses décombres un bloc social-libéral de type « démocrate » à l'américaine. Ainsi, ce n'est pas simplement l'issue des rendez-vous électoraux mais bien l'avenir de la gauche et du progrès social qui est en jeu, et par conséquent l'avenir de la France. Nous contestons fermement l'idée que la gauche est morte, non seulement parce que c'est faux mais aussi parce que ce discours est un piège tendu par nos adversaires pour diviser nos forces. Il n'y a pas deux gauches irréconciliables, c'est la politique de Hollande, Valls et autres Macron, soutenue par la direction du PS, qui est irréconciliable avec la gauche. Nous sommes déterminés à agir pour la construction d'une gauche combative qui agit au service des intérêts populaires. Nous avons conscience que cette gauche devra réinventer ses pratiques et ses projets.

Aujourd'hui, des millions de femmes et d'hommes sont disponibles pour chercher et trouver une autre voie pour la France. Ce sont les électeurs du Parti communiste et du Front de gauche, une majorité des électeurs écologistes et socialistes et avec eux toutes celles et ceux qui boudent les urnes. Désorientés et démobilisés un temps par les choix du président de la République, aujourd'hui ils disent « stop ». Ils sont très nombreux aussi dans les syndicats, dans les associations, notamment celles qui agissent dans l'urgence sociale, les droits humains, la laïcité, l'éducation populaire, l'économie sociale. Et combien de travailleurs, d'ouvriers, d'employés, d'enseignants, de chercheurs, humiliés par le manque de considération, dans leurs conditions de vie, sont disponibles pour redonner un vrai sens, une vraie valeur à leur travail. Combien sont-ils parmi les intellectuels, les artistes, les créateurs, écœurés de voir que le gouvernement qu'ils avaient soutenu a pris le visage honteux de l'austérité et de la lâcheté devant le pouvoir de l'argent ? Et combien sont-ils parmi ces jeunes qui n'acceptent pas d'être précarisés à vie ? Ces hommes et ces femmes, qui sont le peuple et qui sont la gauche, ne veulent plus voir le clan Hollande piétiner leurs valeurs, parler en leur nom et gouverner en les divisant.

Le Parti communiste veut ouvrir la voie au rassemblement de ces femmes et ces hommes.

Contribuons à un débat où ces forces diverses se retrouvent pour dire ce qu'elles souhaitent, jusqu'où elles veulent aller ensemble et dans quelles conditions, participons à la mise en mouvement d'un nombre immense de femmes et d'hommes. Cette orientation n'est pas nouvelle. Nous avons de longue date tiré enseignement des échecs des combats de la gauche et de nos propres combats en disant que la mise en mouvement du peuple dans une démarche collective, populaire et citoyenne est la clé d'un succès de la transformation sociale. Et nos efforts, depuis, ont consisté à créer les conditions de ce mouvement. Nous y sommes parfois parvenus, par exemple dans le combat de 2005 contre la constitution libérale européenne. C'est aussi ce que nous avons décidé de faire en lançant le Front de gauche. Il nous a permis de progresser dans l'unité des forces antilibérales, de renforcer le combat contre l'austérité. Avec « L'humain d'abord », nous avons réussi à construire du commun, nous avons véritablement su créer une espérance collective. Des débats ont aussi traversé ce rassemblement, notamment sa vocation

majoritaire pour laquelle le PCF n'a cessé d'agir. Même si nous ne sous-estimons pas les difficultés qu'il rencontre, nous restons attachés au Front de gauche et à sa démarche et nous militons pour la redéployer dans un mouvement plus large, plus populaire et plus citoyen. Nous le disions lors de notre précédent congrès en 2013, « *à chaque fois que nous le pouvons, nous voulons œuvrer à rassembler toutes les forces disponibles afin d'ouvrir des brèches au changement* ». Et, à propos du Front de gauche, nous ajoutons : « *En poursuivant sur le chemin où nous sommes engagés, nous voulons en faire le lieu où la politique devient, de façon de plus en plus irrésistible, l'affaire de toutes et de tous, l'affaire du peuple, contribuant à l'émergence d'un nouveau front populaire* ». Nous ne nous résignons pas à la situation de division d'un mouvement qui a suscité tant d'espoirs.

Cette démarche, celle qui a présidé à la création du Front de gauche, il s'agit de la poursuivre et d'en écrire une nouvelle étape dans les conditions inédites d'aujourd'hui, car nous sommes dans une situation grave, à un tournant sans doute de l'histoire politique du pays. Nous avons la responsabilité de proposer une initiative de rassemblement telle que le Parti communiste français a su les prendre aux grands moments de son histoire. C'est un nouveau front populaire et citoyen, un nouveau front social et politique, que nous voulons contribuer à faire émerger en rassemblant les forces de la gauche et de l'écologie politique, les forces syndicales, le mouvement social, le monde du travail et de la création pour ouvrir un chemin neuf d'espoir pour la France, pour écarter le danger de la droite et de l'extrême droite, pour construire une nouvelle majorité.

Comment inscrire cette visée dans les échéances d'aujourd'hui ?

La majorité que nous voulons construire, c'est d'abord une majorité populaire unie pour un nouveau projet.

Le niveau des luttes sociales et des mouvements populaires et citoyens est absolument décisif pour construire le rassemblement que nous voulons. Les communistes contribuent à ces mobilisations avec d'autres. Elles sont indispensables pour résister aux politiques mises en œuvre aujourd'hui par le pouvoir et le patronat et gagner de nouvelles avancées sociales et démocratiques. Mesurons combien le développement de la lutte contre le projet de loi El Khomri ou contre le projet de révision constitutionnelle peut être déterminant pour installer un rapport des forces plus favorable pour la suite. Tout ce qui sera arraché et obtenu dans les prochaines semaines comptera pour la suite.

Les luttes, nécessaires pour résister et gagner, sont aussi des moments de prises de conscience des enjeux dans lesquels les débats politiques et d'alternative peuvent s'accélérer. Ces débats porteront sur la conquête des pouvoirs. Pour ce qui concerne le PCF, nous voulons conquérir les pouvoirs à tous les niveaux, comme points d'appui aux luttes et nous n'avons une posture du « tout ou rien » en aucun domaine. Ces débats favorisent les rassemblements.

Constituer un nouveau front populaire et citoyen nécessite des initiatives politiques de très grande ampleur et envergure. Encore très éparses, des propositions politiques commencent à s'esquisser dans le paysage, en réponse aux souffrances sociales et démocratiques et dans la perspective des échéances électorales de 2017. Le Parti communiste en a lui-même initié à l'image des « lundis de gauche » en février et mars 2016. Les communistes veulent contribuer à la convergence de ces initiatives diverses. Sur l'emploi, le PCF engage une campagne politique et

citoyenne dans la perspective d'une société sans chômage sur le thème : « zéro chômage, pour une société de partage ».

La grande consultation citoyenne pour un mandat populaire en 2017.

Le PCF entend ouvrir une discussion politique avec notre peuple. Depuis notre dernier congrès, nous avons réalisé de nombreuses conventions thématiques sur le travail, l'Europe, l'industrie, la Révolution numérique, l'école. Nous mettons en débat un texte de référence : « la France en commun », nous débattons de notre projet, de notre parti. Nous voulons faire plus, mieux et en plus grand. Cette discussion politique va prendre des formes multiples. La rencontre avec les citoyennes et citoyens est déjà au cœur de notre pratique. Nous savons combien la défiance est profonde à l'égard de la politique, nous savons combien la déception est grande à l'égard de « la gauche ». À l'heure où un nombre croissant a le sentiment de ne jamais avoir réellement la parole, nous voulons produire un événement politique majeur pour que notre peuple reprenne la main, pour refaire de la politique un champ ouvert, une affaire populaire. Cette campagne prendra notamment la forme d'une campagne nationale, intitulée « la grande consultation citoyenne » nous permettant d'aller à la rencontre de 500 000 personnes d'ici à la fin de l'été afin d'ouvrir le débat politique sur la base de leurs préoccupations et de nos propositions. Nous voulons ainsi nouer le dialogue, faire reculer les idées reçues qui nourrissent les divisions populaires, recréer de l'espoir. Avec « la grande consultation populaire », nous proposons d'écrire à des milliers de mains un mandat populaire pour 2017. Nous voulons, dans cette discussion, trouver les moyens d'agir ensemble, de mobiliser les énergies disponibles, d'ouvrir des voies nouvelles. Cette initiative nationale fera l'objet d'une restitution publique pour rendre incontournables la parole et les exigences populaires.

Nous ne voulons pas d'une démarche de sommet, nous voulons un peuple acteur.

La majorité que nous voulons devra être aussi une majorité parlementaire qui rende des comptes au peuple et non au Président.

La réforme sur le quinquennat et l'inversion du calendrier, plaçant les élections législatives cinq semaines après l'élection du président de la République a été voulue pour favoriser l'élection d'une majorité aux couleurs de la Présidence, installant de fait une domination des deux partis PS et LR sur la vie politique avec le concours des médias dominants.

Ainsi, le président de la République et son parti pèsent sur l'exercice réel du suffrage universel et permettent d'élire des député-e-s lié-e-s à lui par le sceau de la « filialité ».

Depuis plusieurs décennies, la dérive oligarchique et les choix politiques conciliants avec les dogmes du libéralisme conduisent la France au désastre !

Le PCF ne cesse de se mobiliser pour mettre un coup d'arrêt à ces politiques de dessèchement de la démocratie, et entend promouvoir davantage de démocratie citoyenne et représentative.

Avec son projet « La France en commun », le PCF porte des réflexions, des propositions qui ne sont pas exhaustives ; elles sont formulées pour être critiquées, enrichies, remaniées. L'ensemble des propositions sont inscrites dans de grands combats émancipateurs menés ou à construire.

S'agissant des institutions nationales, nous devons inverser la logique présidentielle, notre pays a besoin d'un Parlement fort de sa légitimité populaire et d'une Assemblée nationale élue au scrutin proportionnel, avant l'élection présidentielle, afin d'être davantage représentative de ce que pense et veut le peuple !

Il est temps de construire une VI^e République !

Les élections présidentielle et législatives de 2017 vont être l'occasion pour les femmes et les hommes de notre pays d'exprimer leur volonté d'une politique en faveur de leurs droits et de leurs espoirs, refusant ainsi un avenir sacrifié où la compétitivité et la rentabilité, la sécurité à outrance et ses dérives sécuritaires ne font d'eux que des sacrifiés, des ignorés, des oubliés, des humiliés.

Ces législatives doivent être le lieu de la confrontation sur les solutions et les conditions pour construire la France de progrès social et démocratique.

La politique du gouvernement est discréditée. Le PCF a de tout temps été l'adversaire de la droite et de l'extrême droite et entend le rester plus que jamais.

Les deux scrutins, présidentiel et législatif, sont intimement liés et engagent des enjeux respectifs.

Le PCF entend présenter ou soutenir dans toutes les circonscriptions des candidat-e-s afin de faire élire des femmes et des hommes porteurs d'orientations politiques résolument de gauche, des député-e-s qui demain tiendront leurs promesses. Le peuple a besoin d'élue-s qui lui ressemblent et qui le défende jusqu'au cœur de l'hémicycle.

Alors comment faire ?

Avec les acteurs du Front de gauche, les femmes et les hommes qui se reconnaissent dans les valeurs de gauche et de progrès, nous souhaitons contribuer à la formation d'un véritable mouvement social et citoyen.

Nous proposons de construire dans chaque circonscription des « États généraux » qui se nourrissent des rencontres et des échanges réalisés lors de la grande consultation citoyenne.

Dans un très large rassemblement des forces de gauche et progressistes, les candidat-e-s s'engageraient sur un contrat démocratique et d'intégrité. Élu-e-s, les député-e-s rendraient compte régulièrement de l'exercice de leur mandat devant les citoyens acteurs des « états généraux ».

Cette construction, liée à la présidentielle, implique dès aujourd'hui que se rassemblent largement des citoyens prêts à être partie prenante de ce processus. Le PCF, pour sa part, se réunira lors d'une conférence nationale pour contribuer aux contenus de ces deux campagnes et proposera

des femmes et des hommes qui pourraient le moment venu en être les porte-parole, les candidat-e-s.

Ces élections doivent permettre que se rassemblent des millions d'hommes et de femmes qui ne veulent pas se résigner aux renoncements de la gauche, qui ne veulent pas de la droite et de l'extrême droite, qui espèrent contribuer à une société plus égalitaire, plus juste et fraternelle et qui, tout simplement, se disent qu'il faut imaginer autre chose.

Le Sénat est l'assemblée qui ne peut ignorer les inquiétudes et les difficultés des élus locaux. Le Sénat a le pouvoir de promouvoir des lois progressistes en faveur de la citoyenneté, des services publics, de la liberté d'action des collectivités territoriales en responsabilité, de la décentralisation, de la coopération choisie pour des projets d'intérêt général, d'un État solidaire des territoires et garant de leur égalité, de l'autonomie des collectivités, d'un véritable statut de l'élu. Les élections sénatoriales en 2017, au mode de scrutin indirect, après les législatives seront un rendez-vous politique d'importance.

Pour cette majorité populaire, puis législative, l'élection présidentielle est un moment décisif

Nous devons agir pour déjouer avec notre peuple le piège qui lui est tendu. Les institutions et le mode de scrutin sont faits pour empêcher le changement, et ces mécanismes se sont encore aggravés du fait de la crise politique et démocratique profonde traversée par notre République. Face à cela, nous voulons faire grandir une démarche collective, populaire, citoyenne. Il s'agit de relancer une dynamique d'intervention populaire, pour qu'un-e candidat-e de gauche puisse représenter les intérêts et les aspirations populaires dans cette échéance et qu'il puisse les faire triompher du néolibéralisme et du néonationalisme. C'est un objectif politique de haut niveau, qui est la meilleure voie, selon nous, pour éviter de subir cinq années supplémentaires la violence de la domination des forces de la finance.

L'idée se répand selon laquelle il n'y aurait rien à attendre de 2017. Nous refusons résolument cette fatalité.

C'est pourquoi nous n'avons pas fermé la porte au processus de primaire de gauche. Cette démarche a ouvert le débat à gauche. Dès les premiers mois du quinquennat, nous n'avons eu de cesse de réclamer l'ouverture d'un vrai débat. C'est plus que jamais une urgence. Nous voulons l'ouvrir dès aujourd'hui avec notre peuple. La démarche des primaires peut contribuer à le faire grandir. Raison de plus pour l'investir, avec nos propositions, et le faire progresser en le rendant populaire. Il peut être un moyen utile à ce que nous voulons : écarter l'impasse Hollande, Valls et consorts par l'émergence d'une autre voie à gauche, que nous voulons rendre incontournable. La réussite de ce processus passe par une démarche réellement collective, populaire et citoyenne. Le PCF est prêt à s'y engager.

Nous voulons qu'il réussisse pour faire émerger, pour l'élection présidentielle, une candidature commune qui bouscule la donne, qui relance une gauche de rupture avec la politique suivie depuis 2012, de rupture avec l'austérité et les recettes libérales. Et une gauche qui crée la surprise et gagne.

Nous proposons dans un premier temps l'élaboration citoyenne d'une plateforme commune qui soit le socle d'entrée de la primaire pour les candidates et les candidats comme pour les électrices et électeurs. Il s'agit pour nous d'assurer à cette primaire son caractère de gauche et écologiste. Nous proposons que ce cadre politique porte autour de 4 grands axes structurants :

L'Europe

C'est quoi être de gauche face aux enjeux européens ? Au moment où se négocient des traités comme le TAFTA, où des traités sont mis en cause et doivent être renégociés comme l'espace Schengen, le pacte de stabilité, le TSCG, ainsi que la politique commune agricole, la politique de défense, la politique migratoire, la politique monétaire et le rôle de la BCE, les candidat-e-s à la primaire doivent annoncer leurs propositions pour rompre avec l'austérité et engager l'Union européenne dans une nouvelle voie de progrès social.

Le pouvoir sur l'argent

Être de gauche et écologiste, n'est-ce pas se battre contre la dictature des marchés financiers et conquérir les pouvoirs citoyens sur l'argent au moment où une crise systémique est à l'œuvre, où les inégalités en France comme dans le monde sont de plus en plus criantes ? Qu'est-ce qu'une politique de gauche et écologiste ? Pour la jeunesse, les femmes, les hommes, quelles politiques de réponse aux besoins vitaux : énergie, alimentation, eau, transport, santé, vieillissement ? Quelles politiques énergétiques ? Quelles politiques alimentaires ? Quelles réformes de la fiscalité mettre en place ? Selon quels principes ? Comment réorienter l'euro, les banques, le crédit pour les collectivités locales, les entreprises, les particuliers, pour l'emploi et l'efficacité sociale ? Face à l'urgence environnementale, comment inventer une nouvelle économie plus solidaire, sociale et écologiste ?

Démocratie politique et sociale

C'est quoi être de gauche face à la crise de régime ? Devenir président-e de la République c'est accéder au pouvoir institutionnel : Quelles mesures seront réellement prises pour changer la Constitution ? Comment le/la président-e de la République respectera ses engagements, alors que depuis 1981, chaque président a reporté le droit de vote aux étrangers et refuse de faire appliquer la proportionnelle ? Comment garantir aux citoyen-ne-s dans leurs lieux de vie et aux salarié-e-s sur leur lieu de travail plus de droits démocratiques, l'égalité entre les femmes et les hommes ?

Changer la vie

Et être de gauche pour changer la vie ? Manger à sa faim, se soigner, avoir un logement, un travail bien rémunéré, permettre à ses enfants d'accéder à une bonne éducation, vivre en sûreté et sécurité, semblent des objectifs simples, et pourtant... La situation s'est dégradée pour la très grande majorité des habitants de notre pays. Nos enfants vivront plus mal que leurs parents si rien n'est fait. Face à la casse de l'emploi, à la révolution numérique, un autre mode de sécurité sociale doit pouvoir s'inventer, assurant dans une continuité de revenus et de droits, et sans passage par le chômage, une alternance entre emploi et formation, pour un nouvel emploi correctement

rémunéré, durant toute la vie active, à chaque individu. Le triptyque républicain : Liberté-Égalité-Fraternité doit être réaffirmé dans les mots et dans les actes. Les candidat-e-s donneront leurs visions, leurs propositions et indiqueront leurs chantiers prioritaires.

Les candidats acceptant ce mandat populaire, débattront publiquement en exposant leurs propositions pour le mettre en œuvre. Le choix des citoyens se porterait alors sur le candidat le mieux à même selon eux, par ses engagements, de réaliser ce mandat populaire. Dans ce cadre, le PCF pourrait alors présenter ou soutenir un-e candidat-e. Les communistes auront à le décider souverainement dans le cadre d'une consultation. De bout en bout, ce processus est celui du débat et d'un choix d'idées et de contenus et jamais un simple casting. Tout ce qui nourrirait le présidentialisme condamne à l'échec.

Nous ne voulons pas d'une bataille de personnes qui divise, nous voulons un débat d'idées qui unit

Nous formulons ces propositions pour la réussite du processus de primaires de gauche et redonner espoir au pays.

Nous voulons que le maximum de celles et ceux qui souhaitent une candidature de gauche, en rupture avec ce qui a été fait depuis 2012, s'investissent dans ce processus collectif. Nous appelons l'ensemble des forces du Front de gauche à s'y engager. Notre action commune constitue un gage de réussite. Jean-Luc Mélenchon propose sa candidature. Nous souhaitons que la dynamique que nous engageons le conduise à s'inscrire dans un cadre collectif sans lequel une candidature en rupture avec l'austérité et le libéralisme n'a aucune chance de succès.

Cette démarche que nous voulons impulser, les objectifs de rassemblement gagnant de toutes les forces de gauche et citoyennes que nous visons, participent à la construction d'une alternative à une candidature qui se fixerait l'objectif de poursuivre ce qui a été fait par le Président de la République et le gouvernement depuis 2012. .

Les communistes mesurent l'ampleur des efforts à accomplir : il s'agit en quelques mois de remobiliser dans une démarche nouvelle des millions de femmes et d'hommes aujourd'hui mis hors-jeu par la politique du Président de la République et du gouvernement. Mais cet objectif est à la hauteur des enjeux. La société française va être secouée par des changements considérables. Tous les ingrédients d'une nouvelle crise financière, de plus grande ampleur encore que celle de 2008, sont en place et les économistes prédisent son déclenchement dans les trois années qui viennent. La crise climatique est un défi majeur auquel nous sommes aujourd'hui confrontés. Le travail, l'emploi sont secoués par la révolution numérique. Le danger terroriste est prégnant, nourri par les interventions armées extérieures et les déchirements de notre société. La souffrance démocratique exige une nouvelle ère de nos institutions. Ces défis appellent des solutions à contre-pied des logiques libérales et capitalistes.

Pour les communistes, 2017 ne peut pas être la reproduction des élections présidentielles précédentes. Et il s'agit dans les législatives de construire une majorité nouvelle pour mettre en œuvre une politique solidement ancrée à gauche. Et pour la présidentielle aboutir au choix

citoyen d'une candidature capable de gagner, de porter un mandat populaire pour relever les défis auxquels la France, l'Europe et le monde sont confrontés.

Le Congrès aura à se prononcer sur nos objectifs et sur nos choix stratégiques pour 2017. Il adoptera un calendrier de consultation pour la ratification à l'automne par tous les adhérents de notre décision pour l'élection présidentielle et les élections législatives.

Des transformations utiles et concrètes pour un Parti communiste de nouvelle génération

Ce texte a pour objectif de redéfinir la stratégie de développement de notre parti à la lumière de la situation et des enjeux d'aujourd'hui. Nous connaissons depuis plusieurs années une stabilisation de nos effectifs. Nous restons un parti combatif, présent sur tout le territoire, utile à notre peuple face aux politiques libérales. En même temps, dans une bataille politique de plus en plus âpre, nos structures collectives d'animation, de plus en plus sollicitées, sont fragilisées. Comment animer l'activité, quelles pratiques à inventer pour permettre nos structures thématiques, locales ou de proximité de se revitaliser ? Comment associer le plus grand nombre à nos campagnes pour changer les rapports de forces et peser dans la bataille des idées. Cela nous pousse à ouvrir en grand les portes de notre parti à des nouveaux adhérents. Cela nous pousse à revoir et réorienter notre politique de formation, remettre à plat nos moyens de communication interne et externe... Cela nous pousse à questionner nos structures comme le rôle de nos directions pour les rendre plus efficaces, à expérimenter afin de prendre en compte les difficultés que rencontrent les animateurs de notre parti. Ces questionnements doivent également être pris en compte dans notre volonté d'implantation dans les entreprises, quartiers populaires ou zones rurales. En bref, comment rendre notre parti plus efficace ? C'est à cette question que nous voulons répondre ?

Pour traduire ces réflexions et objectifs en propositions concrètes, ce texte débouchera sur un relevé de décisions, adopté à l'occasion de notre Congrès. Ce relevé s'appuiera sur les propositions à mettre en œuvre dès la fin du congrès et dans les prochaines années, qui seront formulées lors des conférences de section et des congrès départementaux.

1. Un Parti communiste efficace pour changer la société d'aujourd'hui

Face à la crise systémique du capitalisme, aux déséquilibres financiers, écologiques et politiques de notre monde contemporain, le capital cherche à s'adapter pour garder l'hégémonie du modèle de société. Des rapports d'exploitation nouveaux créent conflits et oppositions entre citoyens ayant, souvent, les mêmes intérêts de classe. Depuis quelque temps, une idée dangereuse fait son chemin : les partis seraient dépassés, « pourris », archaïques. Derrière ce discours, appliqué aussi aux syndicats, se cache la volonté pour la classe dominante de remettre en cause toutes les formes d'organisation collective dont se sont dotés les citoyens depuis plus d'un siècle pour défendre leurs droits, s'organiser, construire un projet d'émancipation et contester le pouvoir jusque dans les institutions, pour dépasser le capitalisme.

Cette période de remise en cause d'un siècle de conquêtes politiques et sociales, marquée par une modification des rapports de classe au sein de la société, ne donne pas confiance aux citoyens dans l'action collective pour arracher des victoires. Comment dépasser cette situation ? Quelle est notre perception de l'engagement aujourd'hui ?

Notre analyse actualisée des rapports d'exploitation et de domination, de la crise de l'engagement nous pousse à réfléchir sur notre organisation pour qu'elle soit à même de mener les batailles en capacité d'améliorer nos conditions de vie, de politiser la jeunesse et de renforcer la démocratie.

1.1 Agir pour redonner confiance

1.1.1 Capacité à être partie prenante d'initiatives concrètes

L'un des obstacles que nous rencontrons est la difficulté à faire partager notre conviction, fondée sur l'expérience que la transformation progressiste de la société est possible, réelle. Cet objectif apparaît lointain et cela fait douter de l'utilité immédiate de l'engagement.

Un grand nombre d'hommes et de femmes de ce pays ont un besoin vital de surmonter les difficultés quotidiennes que leur impose la société actuelle, ceci pouvant faire passer au second plan la question de l'engagement. Un communisme de nouvelle génération doit pouvoir lier l'immédiat à la perspective de transformation de la société, autrement dit, lier le réel à notre visée, pour donner un horizon à court, moyen et long terme à cet engagement. C'est pourquoi nous agissons pour soutenir, prendre part et créer partout où cela est possible des espaces de mise en pratique de notre projet, pour faire vivre et exister nos valeurs à travers des actions concrètes. Les communistes se saisissent de toutes les injustices du quotidien, les politisent en y répondant par des solutions de mise en partage, en cohérence avec leurs valeurs. Cette « expertise du quotidien » permet de mettre en perspective le projet communiste, de le faire vivre dans le présent, de faire partager le désir de sa réalisation à une plus grande échelle, donner les conditions nécessaires au vivre ensemble.

L'effet de ces actions sur les esprits dépend de leur nombre et de leur portée. Le PCF s'organise donc pour mutualiser les expériences et les moyens engagés afin de mettre en œuvre des campagnes nationales d'actions dotées d'une importante visibilité. Ce sont autant de portes d'entrée pour permettre à des milliers d'entre nous de devenir acteurs de leur avenir, comme du devenir de notre société.

1.1.2 Le PCF : un outil pour comprendre, agir et s'émanciper

La classe dominante qui occupe l'essentiel du pouvoir politique et économique, fait tout pour éviter l'irruption du peuple dans le débat public. La concentration des médias dans les mains de quelques grandes fortunes, les politiques de casse du service public d'Éducation nationale et de la culture, comme la criminalisation de l'action collective en sont des exemples frappants.

Tous les actes de notre parti servent à rendre intelligible le monde et à montrer que le peuple, quand il est acteur, peut tout transformer, que l'action collective peut changer la société. Ils doivent aider chacun à comprendre le fonctionnement des rapports sociaux d'exploitation et de domination pour faire en sorte qu'un grand nombre de citoyens deviennent acteurs de la vie politique. Ils doivent permettre à chacun l'épanouissement intellectuel, culturel, scientifique...

Parce que le partage des savoirs c'est le partage des pouvoirs, nous partageons nos analyses et échangeons sans cesse avec d'autres pour les enrichir afin de permettre au plus grand nombre d'investir tous les espaces de démocratie disponibles.

1.1.3 Investir tous les lieux de décision pour prendre le pouvoir avec et pour le peuple

Les institutions de la V^e République sont profondément en crise et leur légitimité s'estompe. Elles concentrent des pouvoirs en les confisquant aux citoyens. Nous réaffirmons notre volonté de prendre le pouvoir avec et pour le peuple. C'est sur le champ de la conquête de participation et d'engagement citoyen et politique, de réappropriation des enjeux de transformation que nous nous engageons pour être une force politique à hauteur de la situation.

Notre parti et les candidats qu'il choisit ont vocation à se présenter à toutes les élections politiques, à s'organiser efficacement pour les gagner, à construire des majorités pour des transformations durables.

Nous ne voulons pas seulement prendre le pouvoir, nous voulons le redonner et le partager pour et avec les citoyens, au service de la transformation sociale.

Cela suppose de co-élaborer avec la population à partir de ses aspirations, sans perdre un instant la mesure des obstacles que dressent sans relâche les ennemis du peuple : la finance et les institutions qui servent ses intérêts. La conquête démocratique ne peut faire l'économie de la culture politique. Nous ne voulons pas seulement conquérir les institutions politiques pour une nouvelle République. Le patronat et les marchés financiers détiennent d'immenses pouvoirs : les maîtriser est décisif. Nous voulons le pouvoir pour les salariés, la population et ses élus sur la gestion des entreprises et sur l'utilisation de l'argent accaparé aujourd'hui par le patronat, les actionnaires et les banques.

1.2 Construire avec les 99 %

Aujourd'hui, une toute petite minorité de quelques centaines de personnes s'accapare les richesses produites par le travail de milliards d'individus, tout en surexploitant la planète. C'est donc l'immense majorité, celle qui crée les richesses de ce monde, qui est la victime de la crise du capitalisme. C'est celle-là que nous voulons rassembler.

En France, le concept de la « classe moyenne » a été largement utilisé pour diviser les salariés. Or, nous vivons une période où certaines des réalités objectives qui ont fondé ce mythe tendent à disparaître. Ainsi, les enseignants commencent leur carrière à 1,5 fois le Smic et les cadres du privé subissent une intensification de leur travail, tout en étant désormais complètement exclus des décisions. Les ouvriers, nombreux dans notre pays malgré la désindustrialisation, pâtissent d'une exploitation féroce. De même, les employés font face à des méthodes de management déshumanisantes. Les ouvriers et les employés qui constituent la majorité de ceux qui vivent ou cherchent à vivre de leur travail, n'ont pas le droit à la parole et sont exclus de la scène politique. Les femmes constituent 80 % des temps partiels et pourtant 50 % du salariat. In fine, elles ont des retraites inférieures à 47 % à celles des hommes. Elles sont avec les jeunes les travailleurs les plus pauvres. Il existe donc des possibilités nouvelles de rassemblement de classe.

Depuis plusieurs années, nous avons un débat sur la façon de nommer la classe majoritaire. Si le mot prolétariat a toujours du sens, il n'est plus compris par la majorité de ceux qui le composent. La notion de classe ouvrière ne suffit plus à elle seule à identifier l'ensemble des exploités. Aujourd'hui, plus de 90 % des actifs sont salariés, proportion plus élevée que jamais. Cependant, les rapports d'exploitation nouveaux qui se développent avec le statut d'auto-entrepreneur comme Uber, le développement des travailleurs indépendants ou encore des stages reposent sur un éloignement du salariat. L'expression « les 99 % » a l'avantage d'exprimer l'opposition de classe de façon moderne et rassembleuse. Ainsi, nous voulons rassembler tous ceux qui ont à gagner à une transformation radicale de la société, nous voulons permettre à chacun de se reconnaître dans cet affrontement de classe et de s'organiser pour le faire.

2. Développement du Parti

Le Parti communiste est un interlocuteur connu et reconnu dans le paysage politique international comme national. Notre parti dialogue et construit de manière étroite avec des forces politiques communistes et progressistes du monde entier. Il attache une grande importance au dialogue avec les mouvements sociaux, syndicaux et citoyens organisés, qui contestent l'ordre mondial actuel. C'est particulièrement vrai au plan européen, où le niveau d'interdépendance des pays membres de l'Union européenne et l'intensité du combat de classe rendent indispensable la construction d'alternatives communes. Le PCF, qui peut s'adresser en confiance et dans le respect mutuel à l'ensemble des forces de la gauche européenne, a une responsabilité particulière pour unir et solidariser les forces progressistes en Europe. Notre parti préside le Parti de la gauche européenne depuis 2010 et a fortement contribué à son émergence sur la scène européenne. Cette dimension internationale et européenne donne force aux prises de position que nous avons nationalement. Le PCF est une force institutionnelle, avec ses élus locaux comme nationaux, comme au travers de ses expressions et ses prises de position nationales sur l'actualité et les analyses qu'il développe. Mais cette richesse prend d'autant plus de poids quand elle s'appuie sur une richesse militante en capacité de faire vivre ses idées, ses expressions au travers de l'action sur le territoire national.

2.1 Les militant-e-s : une richesse incontournable

Le Parti communiste est une force militante organisée sur l'ensemble du territoire : nous devons la développer pour être à la hauteur de nos objectifs politiques. Il est riche de la diversité des adhérents qui le composent, de la diversité de leurs engagements associatifs, syndicaux, d'élus. Pour tirer parti de cette richesse, il s'agit d'associer davantage nos adhérents aux activités organisées collectivement, sans sous-estimer l'importance de leur action en dehors des structures du Parti, dans tous les lieux qu'ils fréquentent.

Faute de trouver une organisation adaptée aux contraintes de leur quotidien, de nombreux adhérents n'assistent pas à nos réunions locales : c'est une très grande perte pour notre intelligence collective. En effet, plus nous sommes nombreux à travailler, réfléchir et agir ensemble, plus nous sommes forts et pertinents. Il est urgent d'adapter l'organisation du Parti à la réalité des conditions de vie de nos adhérents, dans toute leur diversité. Cela suppose

d'importants efforts d'écoute, de réflexion, d'inventivité et d'adaptation de la part des animateurs du Parti.

La démocratie dont a besoin notre organisation ne peut se réduire à la question du vote. Elle doit permettre à chacun et chacune d'être associé-e aux décisions en ayant connaissance des enjeux, d'être impliqué-e dans l'élaboration et la diffusion de nos idées et dans la mise en œuvre de nos actions. Cette voie démocratique est la clef de la pertinence et de la réactivité de notre intervention dans la société. Nous devons travailler à une meilleure information des adhérents et tirer pleinement parti de la révolution informationnelle.

La cotisation est un élément essentiel qui nous donne les moyens matériels de nos ambitions. C'est aussi un moyen pour créer un lien avec chaque communiste et lui permettre de prendre part aux choix que nous faisons, comme à notre activité. Notre objectif est de proposer à chaque communiste de cotiser.

La fraternité et la solidarité des communistes sont à entretenir et à valoriser sans relâche car elles sont le terreau de la société que nous défendons. Elles permettent de tisser des liens solides avec nos adhérents. Notre capacité à établir un lien régulier avec chaque communiste est un indicateur de notre niveau d'organisation.

Pour être durable et utile à tous, l'engagement doit être pour tous les adhérents synonyme d'enrichissement intellectuel et culturel, de plaisir. Ainsi la formation est un enjeu essentiel pour comprendre toute la complexité des enjeux politiques du XXI^e siècle, de se libérer des idées dominantes, de donner des outils d'émancipation. Le marxisme vivant est un atout précieux pour cela. Le PCF dispose d'une revue généraliste, *la Revue du projet*, et de deux revues thématiques, *Progressistes - Science, travail et environnement*, ainsi qu'*Économie et politique*. Ce sont des outils pour permettre une meilleure appropriation des débats qui existent dans la société et auxquels nous sommes confrontés.

2.2 Le renforcement pour développer nos capacités d'analyses et d'actions

Nos combats politiques ne pourront être victorieux que si nous sommes capables de modifier les rapports de forces dans la société. Pour y contribuer, le nombre d'adhésions que nous pouvons réaliser, comme le nombre d'adhérents que nous associons à notre activité sont essentiels. Plus de monde, c'est plus d'intelligence, de force et de volonté pour construire, agir et influencer sur la bataille idéologique. Le nombre d'adhésions que nous recensons chaque année montre qu'il y a un fort potentiel pour donner corps à ces objectifs. Quand, chaque année, des milliers de personnes font le choix, souvent d'elles-mêmes, d'adhérer à notre parti, dans un contexte où nos idées sont mises à mal, cela démontre qu'en matière de renforcement nous sommes loin d'exploiter le potentiel existant. Nous avons besoin de faire vivre une réelle campagne de renforcement, en ciblant des objectifs par territoires. Le nombre de camarades mobilisés pour proposer l'adhésion est un élément crucial dans notre volonté de conquête. Pour être un parti réellement en mesure de reconquérir les « déçus de la politique », il nous faut donner une dimension d'ampleur à nos campagnes afin d'élaborer des propositions plus proches des attentes des citoyens. Ceci nous oblige à fournir les outils et à agir pour que chacun trouve sa place dans notre parti. Si parfois nous avons le sentiment que notre corps militant organisé dans nos structures vieillit dans certains endroits, la jeunesse de nos nouveaux adhérents et le renouvellement de nos cadres

montrent que des ressources existent dans notre parti. Développons un réel dispositif d'accueil des nouveaux adhérents pour recontacter et associer à nos initiatives chaque nouvelle personne qui fait le choix de nous rejoindre. Travaillons à rencontrer et recréer du lien avec nos adhérents pour les associer en permanence à notre activité et faire de notre parti un cadre collectif propice à leur épanouissement militant.

2.3 Entreprises, quartiers populaire, zones rurales : repenser nos priorités d'implantation

Nous le voyons, ce besoin de lien que chacun de nous doit entretenir avec l'ensemble des adhérents ne peut se mettre en place que dans une volonté de s'organiser au plus près de ce qui fait la vie quotidienne de chacun et en tenant compte des particularités de chaque territoire. Cet objectif doit s'accorder avec nos campagnes, notre ambition de structuration dans les lieux où les choix politiques actuels font le plus de ravages : entreprises, quartiers populaires, zones rurales. L'entreprise et les lieux de travail appellent une réflexion particulière : ce sont des lieux de pouvoir, de lutte idéologique et politique où le Medef et le gouvernement agissent pour construire le consensus d'acceptation de leur choix de baisse du coût du travail et des dépenses publiques. Nous devons nous interroger sur les modes d'organisations les plus adaptés à ces lieux pour y porter efficacement nos idées et y organiser l'action.

Chacun de ces objectifs doit être lié à l'état de notre organisation, à une meilleure connaissance de nos adhérents, à notre capacité à les mettre en relation pour agir ensemble, à notre potentiel de renforcement, afin d'identifier nos points d'appui, nos possibilités de développement comme de structuration. C'est un travail minutieux et méthodique que nous devons mettre en place pour faire vivre et enrichir la diversité géographique de structuration de notre parti, pour relever les défis. Entreprises, quartiers populaires, zones rurales, chacun de ces lieux a des spécificités qu'il nous faut analyser pour adapter nos actions politiques de proximité.

2.4 Structures et directions

C'est à partir de ces objectifs de proximité que nous devons mener nos débats et adopter nos décisions sur la structuration du Parti et les directions de nos organisations. Nous devons aussi intégrer les changements institutionnels survenus suite à la réforme territoriale, qui poussent à une concentration de pouvoirs dans des hyper-structures métropolitaines et régionales. Nous avons également à réfléchir et à expérimenter une nouvelle mutualisation dans l'utilisation de nos moyens entre sections, au sein d'une région ou encore dans un groupe de fédérations.

Tout en respectant notre structuration statutaire, il nous faut faire preuve de créativité et de volontarisme pour permettre au plus grand nombre d'être en maîtrise des décisions pour agir. Si nous partageons le besoin de proximité, notre réflexion sur nos directions doit participer à placer l'adhérent au centre de l'élaboration et l'animation de nos décisions. Nous voulons que notre parti ressemble à la société et que chacun et chacune y trouve sa place. Nous devons permettre à celles et ceux qui, dans la société, sont au centre de tous les combats mais sont mis à l'écart de la responsabilité politique de trouver toute leur place dans notre parti comme dans nos directions. Réussir l'égalité, la mixité sociale, les échanges intergénérationnels, le renouvellement dans notre parti passe par la connaissance des adhérents et l'animation du collectif humain. S'engager au

Parti communiste français dans cette société si divisée, si « clientéliste », est un geste fort et parfois risqué. Ainsi il est important d'adapter notre façon de militer à cette nouvelle réalité.

Nos directions, à parité, doivent garantir une élaboration démocratique de nos choix, rendant chaque adhérent acteur de cette construction. Une fois ces choix effectués, les directions doivent permettre leur impulsion et animation avec pour objectif de développer les capacités d'initiative individuelles et collectives. Ce processus d'élaboration, d'impulsion et d'animation suppose une mise en commun des savoirs et expériences au service d'une maîtrise collective et individuelle des situations et enjeux. Ce travail de nos directions doit s'accompagner d'un suivi et d'une évaluation de nos campagnes afin d'être réactifs et adapter ces campagnes, nos objectifs aux évolutions de la société. Nos campagnes ne prennent sens et force que quand elles s'appuient sur les besoins et préoccupations qui s'expriment dans la société. Nous devons réfléchir aux outils disponibles pour permettre une meilleure circulation de l'information entre nos directions. Nous vivons aussi un rajeunissement des cadres de notre parti. Pour qu'ils se sentent à l'aise dans leurs responsabilités, la formation doit devenir une préoccupation permanente dans toutes nos organisations. Il convient aussi d'adapter le fonctionnement de nos directions aux disponibilités de ces jeunes cadres. Œuvrons à la co-élaboration et à l'animation collective des décisions à tous les échelons de notre organisation.

3. Quelle conception et organisation de la pratique citoyenne ?

3.1 Partage d'expériences et nécessité d'inventer de nouveaux outils et réseaux

À travers les élections locales, nous avons pu mener de nouvelles expériences. Si le fait de multiplier les temps de rencontre, de discussion et de débat avec les citoyens – avec pour objectif de réfléchir ensemble à la définition de politiques locales – est extrêmement important et productif, il n'en reste pas moins que des difficultés restent encore à dépasser.

En effet, les contextes locaux montrent que certaines de ces initiatives ont pu avoir du succès notamment lorsque ces dernières sont à l'image des valeurs que l'on porte ; d'autres ont eu moins de réussite ou sont restées « confidentielles » faute d'outils mis à disposition.

Cette démarche nous l'avons également initiée nationalement avec la stratégie des fronts. L'objectif était de permettre à chacune et chacun, dans la diversité de ses engagements, de construire des rassemblements à partir d'objectifs, de fronts communs. À partir des expériences menées ces dernières années avec le Front de gauche, nous pouvons pousser la réflexion sur les limites à dépasser et les gestes à entreprendre pour renforcer et élargir cette démarche. Ainsi des questions nous sont posées : Comment montrer l'utilité de nos assemblées pour permettre chacun de s'y investir ? Comment faire évoluer l'organisation pour qu'elle travaille sur une pratique citoyenne, pas uniquement de circonstances mais comme une pratique politique quotidienne ? Comment être soi-même et en même temps capable de travailler avec les autres pour co-construire avec nos convergences et nos différences ?

Nous devons travailler à un état des lieux et une analyse partagée de ces initiatives, qu'elles soient militantes ou institutionnelles, afin d'effectuer un saut qualitatif de notre démarche, qui va plus loin que d'améliorer l'existant.

Afin de pouvoir réussir un maximum de nos initiatives, nous devons être novateurs en termes d'outils et de moyens de communication. Ainsi, les batailles et événements que nous menons doivent être pensés pour permettre l'investissement du plus grand nombre. De ce fait les objectifs politiques de nos initiatives doivent être partagés et apparaître comme utiles. Leur appropriation par tous est indispensable pour convaincre de la nécessité de s'investir. Cela doit nous réinterroger sur nos pratiques et tenir compte d'une stratégie de communication adaptée pour rendre ces initiatives visibles et lisibles pour mener la bataille des idées et promouvoir l'activité du Parti.

Ces outils de communication existent déjà (presse, sites, réseaux) mais doivent être revalorisés et revisités pour permettre d'être plus efficaces dans la construction collective.

Dans chacun de ces espaces, nous voulons livrer notre regard sur l'actualité et la manière dont elle est présentée. La diffusion de *l'Humanité* et *l'Humanité dimanche* doit être une priorité de notre action militante afin de permettre au maximum de citoyens d'accéder à des informations et analyses différentes de celles des médias dominants. Permettre le développement de ces médias, aujourd'hui menacés par la crise de la presse, est essentiel pour mener la bataille des idées tout comme promouvoir l'existence de médias alternatifs.

Nous devons également produire un nouvel effort pour investir les nouveaux moyens de communication et d'information, jusque dans leur dimension participative, avec le souci d'approfondir la réflexion et d'affronter les contradictions. En ce sens, il nous faut travailler nos sites Internet pour qu'ils puissent répondre aux attentes et besoins des adhérents tout en livrant nos réflexions et propositions aux visiteurs. Enfin, les réseaux sociaux doivent nous servir de vecteurs d'information sur les initiatives que nous prenons, la diffusion de nos prises de position et comme un outil permettant l'échange entre les cercles militants. Donnons les outils pour permettre à chaque adhérent de s'appropriier ces nouveaux outils de communication, afin de lui permettre de diffuser nos idées auprès de ses réseaux de connaissance.

3.2 Des élu-e-s qui agissent au service des besoins et développent la citoyenneté

Militants du rassemblement et de la démocratie sous toutes ses formes, défenseurs de la justice sociale, des libertés et des droits nouveaux pour tous et pour chacun, acteurs de la citoyenneté dans les luttes, les institutions, la société, attachés à la co-élaboration des politiques publiques et à la coopération entre les territoires du local au mondial, les élus communistes partout où ils sont présents jouent un rôle essentiel et irremplaçable pour l'essor des territoires, des populations jusque dans les assemblées. À tous les échelons, ils font et feront entendre une voix et y joignent des actes concrets contre les politiques d'austérité et l'ordre libéral. Dans nombre de territoires, ils ont contribué à arracher des victoires, ils innovent, rassemblent, et constituent ce lien indispensable de proximité, la démocratie de terrain qui participe à donner de l'ancrage à la force communiste. La démocratie locale est un laboratoire décisif, dans un temps où les citoyens se détournent de la politique. Confrontés à la montée des besoins et préoccupations des citoyens, à la diabolisation de la dépense publique, au « coup d'État » contre les collectivités territoriales, les

services publics et la démocratie, les élus voient se réduire les marges de manœuvre pour développer des politiques alternatives. Dans ce contexte, les élus communistes résistent, n'acceptent pas que l'ordre actuel soit la fin de l'histoire, en prenant des initiatives propres issues du mandat donnant sens aux valeurs de gauche et progrès. Ils s'organisent nationalement au sein de l'ANECR. Ils se nourrissent de l'apport du Parti communiste français, de ses adhérents mais aussi des organisations du Front de gauche et d'autres forces progressistes, de celui des militants du mouvement social, associatif et culturel. La richesse de ces pratiques de proximité, la place et le rôle des élus aujourd'hui appellent à de nouvelles constructions communes pour ouvrir un champ plus vaste de réflexions, de connaissance et d'action du PCF sur la manière dont les institutions doivent fonctionner dans la perspective d'une nouvelle République, sur les modalités de délibérations citoyennes, sur nos analyses de la société, sur la complémentarité nécessaire du travail des élus communistes à tous les niveaux avec celui des adhérents de notre parti. Ces espaces d'échanges existent souvent au moment des élections. Il nous faut les pérenniser, inventer des nouvelles modalités de mise en partage afin d'associer les communistes à l'activité des élus durant les mandats. C'est un impératif face aux nouveaux enjeux posés aux élus, comme aux communistes. Notre objectif est de donner plus de force à l'efficacité de ce que nous voulons construire avec les citoyens, de partager nos expériences, de donner de la force aux prises d'initiatives nécessaires sur les enjeux locaux, nationaux et européens pour gagner en influence et en nombre d'élus. Notre peuple, la démocratie et l'espoir de changer la société ont besoin de plus d'élus communistes.

3.3 Le défi de la jeunesse

Les jeunes sont parmi les premières victimes d'un capitalisme assoiffé : crise économique, écologique, crise de nos droits, crise politique et démocratique, crise du vivre ensemble. Les jeunes générations ont été gavées au fatalisme pour leur avenir. Pourtant, en quête de perspectives, ils œuvrent à faire évoluer le monde par des pratiques quotidiennes et culturelles, par de nouveaux modes de communication, de nouveaux modes d'organisation et de mobilisation. Souvent exclus des lieux de décisions, les jeunes sont à la fois des acteurs de la résistance et les rats de laboratoire du capitalisme. Investir les problématiques que rencontre la jeunesse est pour nous à la fois un enjeu de société important et un enjeu pour notre parti. Pour rester un parti intergénérationnel, nous devons travailler à affiner notre analyse et nos propositions pour la jeunesse. Travaillons en lien avec le MJCF et sa branche étudiante, l'UEC, pour construire un avenir digne aux jeunes générations. Investissons les questions posées à la jeunesse et portons tout notre intérêt à ces organisations communistes originales, pour leur développement.